

CONDITIONS DÉFINITIVES POUR LES CERTIFICATS SUR INDICE

EN DATE DU 25 août 2014

Certificats émis par

**SG EFFEKTEN GmbH
(en qualité d'Emetteur)**

inconditionnellement et irrévocablement garantis par

Société Générale

Les modalités applicables aux Certificats figurent dans le Prospectus de Base (visa de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") n° 14-253 du 30 mai 2014) et les Suppléments (visa AMF n° 14-353 du 3 juillet 2014, n° 14-465 du 14 août 2014).

Les Conditions Définitives, le Prospectus de Base et les Suppléments sont disponibles sur le site internet de l'AMF <http://www.amf-france.org> et sur le site internet <http://www.sgbourse.fr>, ou tout autre site qui viendrait à lui succéder.

L'attention des acheteurs potentiels est attiré sur le fait que :

- ils doivent lire ces Conditions Définitives en liaison avec le Prospectus de Base et les Suppléments,
- à tout moment, la valeur du Certificat peut être inférieure au Prix d'Emission et les Porteurs peuvent perdre tout ou partie de leur investissement,
- les Certificats ne conviennent pas à tous les investisseurs. Il est recommandé aux acheteurs potentiels de ne prendre leur décision qu'après avoir soigneusement considéré, avec leurs conseillers, si l'investissement envisagé est adapté à leurs besoins et leurs moyens,
- seule la version française du Prospectus de Base et des Suppléments a reçu un visa de l'AMF. La traduction anglaise est pour information uniquement.

LES CERTIFICATS ET LA GARANTIE N'ONT PAS ÉTÉ ET NE SERONT PAS ENREGISTRÉS EN VERTU DU *UNITED STATES SECURITIES ACT* DE 1933 TEL QU'AMENDÉ, OU DE TOUTES LOIS RELATIVES A DES INSTRUMENTS FINANCIERS D'UN ÉTAT AMÉRICAIN, ET LA NÉGOCIATION DES CERTIFICATS N'A PAS ÉTÉ APPROUVÉE PAR LA UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION EN VERTU DU *UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT* DE 1936, TEL QU'AMENDÉ. NI LES CERTIFICATS, NI AUCUN DROIT SUR CEUX-CI, NE POURRONT A AUCUN MOMENT ÊTRE OFFERTS, VENDUS, REVENDUS, NEGOCIÉS, NANTIS, REMBOURSÉS, TRANSFÉRÉS OU LIVRÉS, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AUX ÉTATS-UNIS NI A DES RESSORTISSANTS DES ÉTATS-UNIS OU POUR LEUR COMPTE OU A LEUR PROFIT, ET AUCUN RESSORTISSANT DES ÉTATS-UNIS NE PEUT, A TOUT MOMENT, NÉGOCIER OU MAINTENIR UNE POSITION DANS LES CERTIFICATS. SUR LA DESCRIPTION DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'OFFRE ET DE VENTE DES CERTIFICATS, VOIR LE CHAPITRE "ACHAT ET RESTRICTIONS DE VENTE" DU PROSPECTUS DE BASE.

I – GENERAL

Emetteur	Société Générale Effekten GmbH
Garant	Société Générale Les Certificats sont garantis par Société Générale selon la Garantie en date du 2 juin 2014.
Nom commercial	100% Bear
Date d'Emission	26 août 2014
Souscription	Société Générale
Agent Payeur	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Agent de Calcul	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Organisme(s) de Compensation	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France Euroclear Bank (Bruxelles), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Bruxelles, Belgique Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
Cotation	Une demande a été présentée en vue de faire admettre les Certificats à la négociation sur le Marché Réglementé d'Euronext Paris avec effet à compter de la Date d'Emission. Aucune garantie ne peut être donnée que cette demande soit approuvée.
Nombre minimum de Certificats négociables	Le nombre minimum de Certificats négociables sur Euronext Paris est de 1 (un) Certificat.
Forme de l'animation du marché	Transactions en continu SG Securities (Paris) SAS en tant qu'apporteur de liquidité affiche des prix acheteur et vendeur dans le carnet d'ordre des Certificats, durant la séance boursière, aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un écart maximal acheteur et vendeur de 3 EUR ou 5% du prix vendeur affiché par l'apporteur de liquidité,- un montant unitaire minimum par ordre de 10.000 EUR, ceci dans des conditions de marché, de liquidité du sous-jacent et de fonctionnement des systèmes électroniques d'information et de transmission des ordres.
Radiation	Les Certificats seront radiés d'Euronext Paris à l'ouverture du sixième jour de transaction à Paris précédant la Date de Maturité Anticipée (incluse). Si un Evénement Désactivant survient, Euronext Paris suspendra la négociation des Certificats dès que possible et les Certificats seront ensuite radiés.
Forme et transfert des Certificats	Les Certificats sont émis au porteur. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L 211-4 du Code monétaire et financier.
Dispositions pour l'assimilation	Non applicable
Contact investisseurs	Société Générale N° Vert 0800 30 20 20

II – CARACTERISTIQUES FINANCIERES**TABLEAU**

Tranche	Nombre de Certificats	Sous-Jacent / Indice	code Reuters	Devise du Sous-Jacent
A	113.636	Dow Jones Industrial Average TR	<.DJITR>	USD

Tranche	Promoteur de l'Indice	Agent de Calcul de l'Indice	Prix d'Emission par Certificat	Ratio	Niveau de Référence ou NIV*	Montant d'émission
A	S&P Dow Jones Indices LLC	S&P Dow Jones Indices LLC	44,00 EUR	0,001 EUR	67.272	4.999.984 EUR

Tranche	Date de Maturité	code ISIN	code mnémonique
A	Ouverte	FR0012115590	SGQ1S

* sous réserve d'ajustements

Termes et Conditions Additionnels applicables

2.3

Offre une exposition inverse aux mouvements du sous-jacent à la hausse comme à la baisse. Risque comparable à une exposition inverse au sous-jacent. Les coûts sont constitués de commission journalière et/ou des dividendes attribuables au sous-jacent pendant la durée de vie du Certificat et/ou d'un coût de repo correspondant au coût de couverture d'une exposition inverse au sous-jacent.

Montant total de l'émission

4.999.984 EUR

Devise de Règlement

EUR

Sous-Jacent

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus

Date de Maturité Anticipée

L'échéance des Certificats sera réputée être anticipée à l'une des dates suivantes :

- (a) la date à compter de la Date d'Evaluation Initiale (incluse) à laquelle un Evénement Désactivant se produit;
- (b) la date, à compter de la Date d'Emission (exclue), choisie par l'Emetteur pour mettre fin à ses obligations au titre des Certificats après avoir donné aux Porteurs un Préavis de trente jours calendaires (publié au Journal Officiel). Toutefois si, après le jour (inclus) où l'Emetteur publie le Préavis, un Evénement Désactivant se produit, alors les dispositions relatives à l'Evénement Désactivant prévaudront.

Notice d'Exercice

Le Porteur peut envoyer une Notice d'Exercice à l'Agent Payeur à tout moment entre la Date d'Emission (exclue) et le jour (exclu) où l'Emetteur publie le Préavis notifiant la Date de Maturité Anticipée. Le nombre minimum de Certificats exerçables est de 1.000 Certificats ou un multiple entier.

Date d'Exercice

Le 30ème jour calendaire qui suit le Jour Ouvré où une Notice d'Exercice dûment complétée est reçue par l'Agent Payeur, sous réserve de la vérification comme prévu dans les Termes et Conditions du Prospectus de Base et des Suppléments, le cas échéant.

Montant de Règlement Anticipé

Chaque Certificat donne au Porteur le droit de recevoir le Montant de Règlement Anticipé à la Date de Règlement Anticipé dans l'un des cas suivants :

- (i) si un Evénement Désactivant se produit, ou
- (ii) si l'Emetteur décide de mettre fin à ses obligations au titre des

Certificats, ou

(iii) si le Porteur envoie à l'Agent Payeur une Notice d'Exercice relative aux Certificats qu'il détient et dont le modèle figure en annexe aux présentes,

étant entendu que si, dans les cas (ii) et (iii) ci-dessus, un Evénement Désactivant se produit, l'Evénement Désactivant prévaudra.

$$\text{MAX}\{\text{Ratio} \times [\text{NIV}_f - \text{VALEUR}_f] ; 0\}$$

Où

NIV_f désigne le Niveau de Référence à la Date d'Evaluation Anticipée.

VALEUR_f désigne :

(a) si l'Emetteur décide de mettre fin à ses obligations au titre des Certificats ou si le Porteur envoie à l'Agent Payeur une Notice d'Exercice
Le cours de clôture de l'Indice à la Date d'Evaluation Anticipée, sous réserve des dispositions prévues dans la définition de la Date d'Evaluation Anticipée ci-dessous.

(b) si un Evénement Désactivant se produit :

La valeur de l'Indice déterminée par l'Agent de Calcul sur la base du prix obtenu en dénouant les opérations de couverture liées aux Certificats pendant la période de trois heures qui suit immédiatement la survenance de l'Evénement Désactivant. Toutefois, s'il y a moins de trois heures entre l'Evénement Désactivant et l'heure officielle de clôture du Marché de Cotation et/ou si un Dysfonctionnement du Marché se produit, la période sera alors prolongée au Jour de Transaction suivant afin qu'il y ait une période de trois heures suivant l'Evénement Désactivant. Cependant, s'il n'y a pas de Jour de Transaction et/ou si le Dysfonctionnement du Marché continue durant une période de 5 (cinq) jours calendaires suivant l'Evénement Désactivant, alors l'Agent de Calcul, afin de calculer VALEUR_f, déterminera, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, l'estimation de la valeur de l'Indice qui aurait prévalu.

Evénement Désactivant

désigne le jour où, à tout moment à compter de la Date d'Evaluation Initiale (incluse), l'Agent de Calcul constate que le cours de l'Indice tel que publié par le Promoteur de l'Indice ou l'Agent de Calcul de l'Indice est supérieur ou égal à la Barrière Désactivante.

Barrière Désactivante

98,50% de NIV. La Barrière Désactivante sera ajustée le quinzième jour de chaque mois (ou le Jour de Transaction suivant) et chaque jour calendaire (t) où un dividende (DIV) est détaché.

Niveau de Référence (NIV)

Initialement égal au niveau mentionné dans le tableau ci-dessus. Il sera ajusté chaque jour calendaire(t) entre la Date d'Evaluation Initiale (exclue) et la Date d'Evaluation Anticipée (incluse) selon la formule suivante :

$$NIV_t = NIV_{t-1} \times (1 + TF_{t-1} - TC_t)^{1/360} - 100\% \times DIV_t - REPO_t$$

Avec

Taux de Financement ou TF_{t-1} désigne le taux de financement chaque jour calendaire(t-1). Le niveau applicable sera déterminé par l'Agent de Calcul et publié sur le site internet www.sgbourse.fr.

Taux de Commission ou TC_t désigne le taux de commission chaque jour calendaire(t). Le niveau applicable sera déterminé par l'Agent de Calcul et publié sur le site internet www.sgbourse.fr avec un taux maximum annuel de 0,50%.

DIV_t désigne, pour chaque composant de l'Indice et chaque date (t) entre la Date d'Evaluation Initiale (exclue) et la Date d'Evaluation Anticipée (incluse), la somme des distributions (incluant les dividendes ordinaires, avant déduction des retenues à la source et sans crédit d'impôt, et les coupons), exprimés en points d'indice, détachés en espèces par les composants de l'Indice qui n'impactent pas le niveau de cet Indice et converti dans la devise de l'Indice à la date (t).

REPO_t désigne la valeur calculée chaque jour calendaire (t) selon la formule suivante :

$$REPO_t = \frac{1}{365} \times \%REPO_t \times VALEUR_t$$

avec

%REPO_t désigne pour chaque jour calendaire(t) le coût de repo annualisé tel que calculé par l'Agent de Calcul pour ce jour calendaire (t)

VALEUR_t désigne pour chaque jour calendaire(t) le dernier cours de clôture connu de l'Indice pour ce jour calendaire (t).

Date d'Evaluation Initiale

20 août 2014

Date d'Evaluation Anticipée

(a) si l'Emetteur décide de mettre fin à ses obligations au titre des Certificats ou si le Porteur envoie à l'Agent Payeur une Notice d'Exercice:

Le premier Jour de Transaction de la Période d'Evaluation Anticipée. Toutefois s'il n'y a pas de Jour de Transaction pendant la Période d'Evaluation Anticipée, le dernier jour de la Période d'Evaluation Anticipée sera réputé être la Date d'Evaluation Anticipée et VALEUR_t sera réputée être la Juste Valeur de Marché.

(b) si un Evénement Désactivant se produit :

La date à laquelle VALEUR_t est déterminée par l'Agent de Calcul.

Période d'Evaluation Anticipée

désigne, sauf en cas de survenance d'un Evénement Désactivant, la période de 5 (cinq) jours calendaires qui commence à la Date de Maturité Anticipée ou à la Date d'Exercice, selon le cas.

Date de Règlement Anticipé

Le sixième Jour Ouvré suivant (i) la Date d'Evaluation Anticipée ou (ii) la Date d'Emission dans le cas où la Date d'Evaluation Anticipée tombe avant la Date d'Emission.

Juste Valeur de Marché

désigne la valeur de l'Indice déterminée par l'Agent de Calcul, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, sur la base des conditions de marché le dernier jour de la Période d'Evaluation Anticipée.

INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

A l'exception des commissions versées au Souscripteur, le cas échéant, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.

CAS DE PERTURBATION DE MARCHÉ

Les événements décrits à la Condition 10 des Termes et Conditions.

REGLES D'AJUSTEMENT

Les ajustements décrits à la Condition 10 des Termes et Conditions.

Offre non-exemptée : Sans objet

Extrait de la licence de l'Indice :

Le Dow Jones Industrial Average Index est un produit de S&P Dow Jones Indices LLC (« SPDJI »), et il est utilisé sous licence par Société Générale. Standard & Poor's®, S&P® et S&P 500® sont des marques déposées de Standard & Poor's Financial Services LLC (« S&P »); Dow Jones® est une marque déposée de Dow Jones Trademark Holdings LLC (« Dow Jones »); et ces marques déposées sont utilisées sous licence par SPDJI et concédées dans certains cas par Société Générale. Le(s) Produit(s) du Titulaire n'est /ne sont pas parrainé(s), approuvé(s), vendu(s) ou promu(s) par SPDJI, Dow Jones, S&P, ni aucune de leurs filiales respectives (collectivement, « S&P Dow Jones Indices. »). S&P Dow Jones Indices ne fait aucune déclaration ni aucune garantie, explicite ou implicite, aux propriétaires du/des Produit(s) ou à quelconque particulier sur le bien-fondé d'investir dans des garanties en général, ou dans le(s) Produit(s) en particulier ou de la capacité dont dispose le S&P500 Index pour suivre le rendement général du marché. La seule relation que S&P Dow Jones Indices peut avoir avec Société Générale en ce qui concerne le S&P 500 est la mise sous licence de certaines marques déposées, des marques de service et/ou des marques de fabrique de S&P Dow Jones Indices ou de ses concédants. Le Dow Jones Industrial Average Index est déterminé, composé et calculé par S&P Dow Jones Indices sans tenir compte du Société Générale ou du/des Produit(s). S&P Dow Jones Indices n'a pas l'obligation de prendre en compte les besoins du Société Générale ou des propriétaires du/des Produit(s) pour déterminer, composer ou calculer le Dow Jones Industrial Average Index. S&P Dow Jones Indices n'est pas responsable et n'a pas participé à la détermination des prix et à la quantité du/des Produit(s) ni au moment de la sortie ou de la vente du/des Produit(s) ni à la détermination ou au calcul de l'équation par laquelle le(s) Produit(s) doit être converti en espèces, rendu ou remboursé, le cas échéant. S&P Dow Jones Indices n'a aucune obligation ou responsabilité à l'égard de l'administration, de la commercialisation ou de la négociation du/des Produit(s). Rien ne garantit que les produits d'investissement basés sur le Dow Jones Industrial Average Index suivront le rendement de l'indice avec précision ou qu'ils fourniront des retours d'investissements positifs. S&P Dow Jones Indices LLC n'est pas un conseiller en placement. L'inclusion d'une garantie dans un indice n'est pas une recommandation de S&P Dow Jones Indices pour acheter, vendre ou détenir ce genre de garantie, et ce n'est pas non plus considéré comme un conseil d'investissement. Nonobstant ce qui précède, CME Group Inc. et ses filiales peuvent indépendamment mettre en vente et/ou parrainer des produits financiers indépendants du/des Produit(s) actuellement mis en vente par Société Générale, mais qui peuvent être similaires et en concurrence avec le(s) Produit(s). En outre, CME Group Inc. et ses filiales peuvent négocier des produits financiers qui sont liés au rendement du Dow Jones Industrial Average Index.

S&P DOW JONES INDICES NE GARANTIT PAS LA PERTINENCE, L'EXACTITUDE, LES DÉLAIS ET/OU L'EXHAUSTIVITÉ DU DOW JONES INDUSTRIAL AVERAGE INDEX, NI AUCUNE DONNÉE RELATIVE OU COMMUNICATION, Y COMPRIS ORALE OU ÉCRITE (COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES INCLUSES) S'Y RAPPORANT. S&P DOW JONES INDICES NE POURRA FAIRE L'OBJET DE TOUT DOMMAGE OU ÊTRE TENUE RESPONSABLE POUR LES ERREURS, OMISSIONS OU RETARDS S'Y RAPPORANT. S&P DOW JONES INDICES NE FOURNIT AUCUNE GARANTIE, EXPLICITE OU IMPLICITE, ET REJETTE EXPRESSÉMENT TOUTE GARANTIE, DE QUALITÉ MARCHANDE OU D'USAGE PARTICULIER QUANT AUX RÉSULTATS OBTENUS PAR Société Générale, PROPRIÉTAIRES DE Produit(s) OU DE N'IMPORTE QUELLE AUTRE PERSONNE OU ENTITÉ POUR L'UTILISATION DU DOW JONES INDUSTRIAL AVERAGE INDEX OU TOUT CE QUI CONCERNE DES DONNÉES S'Y RAPPORANT. SANS LIMITATION DE CE QUI PRÉCÈDE, EN AUCUN CAS S&P DOW JONES INDICES NE PEUT ÊTRE TENUE RESPONSABLE DE DOMMAGES INDIRECTS, SPÉCIAUX, ACCIDENTELS, OU PUNITIFS, Y COMPRIS, MAIS SANS S'Y LIMITER, LES PERTES DE PROFITS, LES PERTES COMMERCIALES, LES PERTES DE TEMPS OU DE CLIENTÈLE, MÊME SI ELLE A ÉTÉ NOTIFIÉE D'UNE TELLE POSSIBILITÉ, QUE CE SOIT DANS UN CONTRAT, UN DÉLIT, UNE RESPONSABILITÉ STRICTE OU AUTRE. IL N'EXISTE PAS DE TIERS BÉNÉFICIAIRES DE QUELCONQUE CONTRAT OU ACCORD ENTRE S&P DOW JONES INDICES ET LE TITULAIRE, AUTRES QUE LES CONCÉDANTS DE S&P DOW JONES INDICES.

ANNEXE – RESUME DE L'EMISSION

Les résumés sont constitués d'éléments d'information, qui sont connus sous le nom d'**Eléments** et dont la communication est requise par l'annexe XXII du Règlement CE/809/2004 tel que modifié". Ces Eléments sont numérotés dans les Sections A – E (A.1 – E.7).

Le présent résumé contient tous les Eléments devant être inclus dans un résumé pour ce type de titres et d'Emetteur. Comme certains Eléments ne sont pas requis, il peut y avoir des écarts dans la séquence de numérotation des Eléments.

Même si un Elément peut être requis dans le résumé en raison du type de titres et d'Emetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée au titre de cet Elément. Dans ce cas une courte description de l'Elément est incluse dans le résumé avec la mention "Sans objet".

Le présent résumé est applicable aux Certificats (les **Certificats**) décrits dans les conditions définitives (les **Conditions Définitives**) auxquelles il est annexé. Il contient l'information du résumé figurant dans le Prospectus de Base en date du 30 mai 2014 visé par l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") sous le numéro 14-253 en date du 30 mai 2014 et dans les Suppléments au Prospectus de Base visés par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 14-353 en date du 3 juillet 2014 et sous le numéro 14-465 en date du 14 août 2014 (ensemble, le "**Prospectus de Base**") qui est pertinente pour les Certificats ainsi que l'information pertinente des Conditions Définitives.

Section A — Introduction et avertissements		
A.1	<i>Avertissements</i>	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base et aux Conditions Définitives applicables.</p> <p>Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base dans son ensemble, y compris tous documents incorporés par référence et les Conditions Définitives applicables.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal d'un Etat Membre de l'Espace Economique Européen, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale de l'Etat Membre où l'action est intentée, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces instruments financiers.</p>
A.2	<i>Consentement de l'Emetteur à l'utilisation du Prospectus de Base</i>	Sans objet. Les Certificats ne font pas l'objet d'une offre non-exemptée.

Section B — Emetteur		
B.1	<i>Raison sociale et nom commercial de l'Emetteur</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Emetteur).</p> <p>Société Générale (Garant).</p>
B.2	<i>Siège social et forme juridique de l'Emetteur, législation régissant ses activités ainsi que son pays d'origine</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Emetteur)</p> <p>Siège social : Francfort-sur-le-Main, Allemagne. Siège administratif : Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne.</p> <p>Forme juridique : société à responsabilité limitée (<i>Gesellschaft beschränkter Haftung, GmbH</i>) conformément au droit allemand. Législation applicable : Loi allemande. Pays d'immatriculation : Allemagne.</p> <p>Société Générale (Garant)</p> <p>Siège social : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France. Forme juridique : société anonyme. Législation applicable : Loi française. Pays d'immatriculation : France.</p>
B.4b	<i>Description de toute tendance connue ayant des répercussions sur l'Emetteur et ses secteurs d'activité</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>Les activités d'émissions pour l'exercice 2014 dépendent de la tendance actuelle des marchés financiers. Comme pour les années précédentes, l'Émetteur a l'intention d'offrir une vaste gamme de produits en 2014. L'Émetteur a l'intention de continuer les activités d'émissions commencées en 2012 en Suède ainsi que la cotation en Espagne commencée au troisième trimestre 2013.</p> <p>Société Générale</p> <p>En zone euro et en particulier en France, le redémarrage est très progressif. L'amélioration conjoncturelle que connaissent les Etats-Unis reste tributaire des modalités de sortie des politiques monétaires quantitatives et budgétaires menées précédemment. De son côté, le monde émergent fait face à une vague de retraits de capitaux. Les mouvements actuels pourraient peser sur la croissance du monde émergent sans pour autant déclencher des crises financières systémiques telles qu'observées dans les années quatre-vingt-dix.</p> <p>Le Comité de Bâle a publié fin 2010 des recommandations visant à renforcer les exigences en capital et en liquidité du secteur bancaire. Le ratio <i>Common Equity Tier One</i> sans phasage du Groupe s'élève à 10 % à fin 2013 et est déjà bien au-delà des nouvelles exigences réglementaires en capital. En outre, le Groupe est déjà en capacité de répondre au ratio de levier (un nouveau ratio, indicatif à ce stade et en cours de définition par les autorités européennes, mais pour lequel un seuil de 3 % semble pouvoir être retenu à horizon 2018) avec un ratio de levier indicatif de 3,5 % à fin 2013.</p> <p>Sur le volet liquidité, le Comité de Bâle a proposé deux ratios standards aux paramètres harmonisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> le <i>Liquidity Coverage Ratio (LCR)</i>, à court terme (1 mois). La définition précise du LCR sera adoptée par un acte délégué de la Commission, au plus tard le 30 juin 2014. Le niveau minimal du ratio est fixé à 60 % en 2015 avec une augmentation graduelle chaque année pour atteindre 100 % au 1er janvier 2018. Sur la base des dernières hypothèses réglementaires connues, le ratio LCR de

Section B — Emetteur

Société Générale est déjà supérieur à 100 % au 31 décembre 2013 ;

- le *Net Stable Funding Ratio (NSFR)*, à plus long terme. La définition du NSFR est en cours de discussion au niveau du Comité de Bâle et les travaux doivent être finalisés en 2014 après consultation.

Dans le cadre du projet d'Union Bancaire européenne, le texte sur la supervision bancaire unique de la zone euro par la Banque Centrale Européenne (la **BCE**) a été adopté en octobre 2013 par les instances européennes. Dans ce cadre, la BCE assumera l'ensemble de ses missions à partir du 4 novembre 2014, avec, au préalable, un processus de revue des bilans bancaires par la BCE (*Asset Quality review*) complété par des stress tests menés par l'Autorité Bancaire Européenne, en coopération avec la BCE. Ce processus devrait permettre de renforcer encore la confiance dans la zone euro.

La Commission Européenne a proposé en juillet 2013 un projet de mécanisme de résolution unique pour le secteur bancaire de la zone euro pour une application qui démarrerait de façon progressive dès 2015. La France a déjà traduit dans le code Monétaire et Financier une partie des dispositions sur la résolution des banques contenues dans la Directive européenne Redressement et Résolution qui devrait être votée au premier semestre 2014.

La Commission Européenne a publié le 29 janvier 2014 un projet de règlement sur la structure des banques. Ce projet devra maintenant être négocié entre les différentes parties prenantes. Notre objectif est de conserver les spécificités de la loi de séparation française adoptée en 2013.

De nombreuses réglementations sur le fonctionnement des activités de marché continuent de voir le jour en Europe et aux Etats-Unis.

Par ailleurs, une taxe sur les transactions financières avec une assiette plus large que les taxes actuellement en vigueur au Royaume-Uni et en France depuis 2012, et en Italie depuis 2013, est à l'étude au niveau de 11 pays membres de l'Union européenne.

Aux Etats-Unis, le *Dodd-Frank Act* a posé les bases de la supervision du risque systémique ainsi que l'encadrement de certaines activités des Banques de Financement et d'Investissement. Le texte final fixe une mise en œuvre progressive à partir de 2015 pour les banques les plus actives.

Les règles dites "Tarullo" applicables aux institutions financières étrangères aux Etats-Unis vont conduire le Groupe à repenser son organisation dans ce pays.

De nouvelles évolutions structurantes dans la banque de détail sont aussi prévues.

Dans un contexte macro-économique contraint, l'enjeu majeur des discussions de place reste plus globalement de faire émerger un modèle de croissance durable et soutenable pour le secteur financier, qui préserve pleinement la capacité des banques à financer l'économie dans un contexte de politiques budgétaires plus restrictives. Force est de constater néanmoins que l'addition des nouvelles contraintes réglementaires, conjuguées aux éventuels biais concurrentiels entre les différents pays qui pourraient voir le jour, vont peser de manière significative sur la rentabilité de certaines activités. Elles pourront donc influencer le modèle de développement de certains acteurs bancaires.

Société Générale poursuit l'adaptation structurelle de ses métiers et a engagé en 2013 la deuxième étape de son plan de transformation avec le recentrage de l'organisation autour des trois piliers d'excellence :

- la Banque de détail en France ;
- la Banque de détail et Services Financiers Internationaux (IBFS) ;
- la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (GBIS).

Section B — Emetteur		
B.5	<i>Description du groupe de l'Emetteur et de la place qu'y occupe l'Emetteur</i>	<p>Le Groupe Société Générale offre une large palette de conseils et de solutions financières sur mesure à des clients particuliers, des grandes entreprises, et investisseurs institutionnels, en s'appuyant sur trois pôles métiers complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la Banque de détail en France; • la Banque de détail à l'International, Services Financiers et Assurances ; et • la Banque de Financement & d'Investissement, Banque Privée, Gestion d'Actifs et Métier Titres. <p>L'Emetteur est une filiale du Groupe Société Générale.</p>
B.9	<i>Montant de la prévision ou de l'estimation du bénéfice</i>	Sans objet. L'Émetteur et le Garant ne fournissent aucuns chiffres relatifs à une prévision ou estimation de bénéfice.
B.10	<i>Description de la nature des éventuelles réserves sur les informations historiques continues dans le rapport d'audit</i>	Sans objet. Il n'y a pas de réserve dans les rapports des commissaires aux comptes.

B.12

Informations
financières historiques**Bilan résumé de l'Émetteur pour les 2 années fiscales 2012 et 2013**

Actif	31 déc. 2013		31 déc. 2012		+/-
	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR
Créances	16 474 707	75	23 269 217	76	- 6 794 510
Autres actifs Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 376 280	25	7 164 317	24	- 1 788 037
	359	0	470	0	-111
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>
Capitaux propres et passif	EUR k	%	EUR k	%	EUR k
Capitaux propres	931	0	833	0	98
Passif	503	0	428	0	75
Autres passifs	21 849 912	100	30 432 743	100	-8 582 831
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>-8 582 658</u>

Compte de résultat résumé pour les 2 années fiscales 2012 et 2013

	2013	2012	+/-
	Milliers d'EUR	Milliers d'EUR	Milliers d'EUR
Produits du marché à options	8 455 884	4 538 510	3 917 374
Produits du marché à certificats	3 071 364	3 388 902	- 317 538
Charges du marché à options	-8 455 884	-4 538 510	-3 917 374
Charges du marché à certificats	-3 071 364	-3 388 902	317 538
Produit net bancaire	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Autres charges/produits d'exploitation	368	506	-138
Charges de personnel	-211	-177	-34
Résultat d'exploitation	<u>157</u>	<u>329</u>	<u>-172</u>
Résultat net des opérations financières	-3	-8	5
Résultat courant avant impôts	<u>154</u>	<u>321</u>	<u>-167</u>
Impôts sur le revenu et sur les bénéfices	-56	-106	50
Résultat annuel	<u>98</u>	<u>215</u>	<u>-117</u>

Aperçu sur 2 ans

		2013	2012
Produits du marché à options et à certificats	KEUR	11,527,248	7,927,412
Charges du marché à options et à certificats	KEUR	-11,527,248	-7,927,412
Excédent	KEUR	0	0
Cash-flow résultant de l'activité courante	KEUR	-111	470
Capitaux propres	KEUR	931	833
Total du bilan	KEUR	21,851,346	30,434,004
Actif circulant/Compte de régularisation	KEUR	15,433,080	24,660,584
Volume total des titres émis	KEUR	21,849,891	30,432,624
Bénéfice net de l'exercice	KEUR	98	215

Information financière du Garant

	Semestre 1 - 2014	Fin 2013	Semestre 1 - 2013	Fin 2012 (*)
Résultats (en millions d'euros)				
Produit net bancaire	11.569	22.433(**)	11.101(**)	23.110
Résultat d'exploitation	2.378	2.336(**)	1.405(**)	2.757
Résultat net	1.504	2.394(**)	1.532(**)	1.224
Résultat net part du Groupe	1.345	2.044(**)	1.319(**)	790
<i>Banque de détail en France</i>	659	1.196(**)	597(**)	1.291
<i>Banque de détail et Services Financiers Internationaux</i>	34	983(**)	498(**)	617
<i>Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs</i>	1.066	1.206(**)	1.024(**)	761
<i>Hors pôles</i>	(414)	(1.341) (**)	(800) (**)	(1.879)
Coût du risque du Groupe	(1.419)	(4.050)	(1.912)(**)	(3.935)
Coefficient d'exploitation	66%	67%	66%	67%
ROE après impôt	5,5%	4,4%	5,6%	1,2%
Ratio Tier 1 (Bâle 2.5)	12,5%	11,8%	10,6%	12,5%
	(CRR/CRD4)	(CRR/CRD4)		
Activité (en milliards d'euros)				
Total Actif/passif	1.322,6	1.214,2(**)	1.254,1	1.250,9
Prêts et créances sur la clientèle	336,2	332,7 (**)	341,2	350,2
Dettes envers la clientèle	341,8	334,2(**)	350,0	337,2
Capitaux propres (en milliards d'euros)				
Sous-total Capitaux	53,3	50,9(**)	49,4	49,3

		<table border="1"> <tr> <td>propres part du Groupe</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total Capitaux propres</td> <td>56,0</td> <td>54,0(**)</td> <td>53,3</td> <td>53,6</td> </tr> <tr> <td>Flux de trésorerie (en milliards d'euros)</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</td> <td>13,1</td> <td>(1,0)(**)</td> <td>1,9 (**)</td> <td>23,7</td> </tr> </table> <p>(*) Les éléments relatifs aux résultats de l'année 2012 ont été retraités en raison de l'entrée en application de la norme IAS 19 (International Accounting Standard) : le changement de méthode comptable implique un réajustement des données de l'année précédente.</p> <p>(**) Données relatives à 2013 ajustées à la suite de l'entrée en vigueur des normes IFRS 10 et 11 de façon rétrospective au 01/01/2014.</p> <p>Aucune détérioration significative n'a eu de répercussions sur les perspectives de l'Émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.</p> <p>Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur survenu depuis la fin de la période couverte par les dernières informations financières publiées.</p> <p>Aucune détérioration significative n'a eu de répercussions sur les perspectives du Garant depuis le 31 décembre 2013, date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.</p> <p>Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Garant survenu depuis la publication de ses dernières informations financières au 30 juin 2014.</p>	propres part du Groupe					Total Capitaux propres	56,0	54,0(**)	53,3	53,6	Flux de trésorerie (en milliards d'euros)					Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13,1	(1,0)(**)	1,9 (**)	23,7
propres part du Groupe																						
Total Capitaux propres	56,0	54,0(**)	53,3	53,6																		
Flux de trésorerie (en milliards d'euros)																						
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13,1	(1,0)(**)	1,9 (**)	23,7																		
B.13	<i>Description de tout événement récent propre à l'Émetteur et présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité</i>	<p>Sans objet. Il n'y a pas d'événement récent que l'Émetteur considère comme significatif pour l'évaluation de sa solvabilité depuis la publication de ses derniers états financiers vérifiés et publiés le 21 mars 2014.</p> <p>Sans objet. Il n'y a pas d'événement récent que le Garant considère comme significatif pour l'évaluation de sa solvabilité depuis la publication de la Deuxième Actualisation du Document de Référence le 4 août 2014.</p>																				
B.14	<i>Déclaration concernant la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe</i>	<p>Voir section B5 ci-dessus relative à la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe.</p> <p>Société Générale est la société mère à la tête du Groupe. Société Générale exploite ses propres activités et n'intervient pas simplement en tant que société holding vis-à-vis de ses filiales.</p>																				
B.15	<i>Description des principales activités de l'Émetteur</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>L'objet social de l'Émetteur, comme exposé à l'article 2 de ses Statuts, est l'émission et la vente de titres et toutes activités connexes, à l'exception de celles exigeant une licence. L'Émetteur n'exerce pas d'activités bancaires comme définies par le <i>Kreditwesengesetz, KWG</i>. L'Émetteur est une entité financière comme définie dans la <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5 KWG</i>.</p> <p>L'Émetteur émet et place des titres, principalement des warrants et des certificats, et exerce des activités associées.</p> <p>Société Générale</p> <p>Société Générale a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit,</p>																				

		<p>d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ toutes opérations de banque ;▪ toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;▪ toutes prises de participations. <p>Société Générale peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.</p> <p>D'une façon générale, Société Générale peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.</p>
--	--	--

B.16	<p><i>Dans la mesure où ces informations sont connues de l'Émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui, et la nature de ce contrôle</i></p>	<p>L'Émetteur est une filiale entièrement détenue par Société Générale, Paris.</p> <p>Le Garant n'est pas détenu ou contrôlé par une société mère. . Au 31 décembre 2013, la répartition du capital et des droits de vote (y compris droits de vote double, article 14 des statuts de Société Générale) était la suivante:</p> <table border="1" data-bbox="606 398 1380 1326"> <thead> <tr> <th colspan="5" style="text-align: center;">Situation au 31.12.2013⁽²⁾</th> </tr> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;">Nombre d'actions</th> <th style="text-align: center;">% du capital</th> <th style="text-align: center;">% des droits de vote⁽³⁾</th> <th style="text-align: center;">% des droits de vote exerçables en AG⁽³⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Plan mondial d'actionnariat salarié</td> <td style="text-align: right;">59517813</td> <td style="text-align: right;">7,45 %</td> <td style="text-align: right;">12,64 %</td> <td style="text-align: right;">12,98 %</td> </tr> <tr> <td>Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote</td> <td style="text-align: right;">39555035</td> <td style="text-align: right;">4,95 %</td> <td style="text-align: right;">6,55 %</td> <td style="text-align: right;">6,73 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Groupama</i></td> <td style="text-align: right;">237215</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CDC</i></td> <td style="text-align: right;">20111390</td> <td style="text-align: right;">2,52 %</td> <td style="text-align: right;">2,95 %</td> <td style="text-align: right;">3,03 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i></td> <td style="text-align: right;">11069312</td> <td style="text-align: right;">1,39 %</td> <td style="text-align: right;">2,53 %</td> <td style="text-align: right;">2,60 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CNP</i></td> <td style="text-align: right;">8137118</td> <td style="text-align: right;">1,02 %</td> <td style="text-align: right;">1,04 %</td> <td style="text-align: right;">1,07 %</td> </tr> <tr> <td>Public</td> <td style="text-align: right;">677133610</td> <td style="text-align: right;">84,78 %</td> <td style="text-align: right;">78,23 %</td> <td style="text-align: right;">80,29 %</td> </tr> <tr> <td>Autodétention</td> <td style="text-align: right;">13522688</td> <td style="text-align: right;">1,69 %</td> <td style="text-align: right;">1,55 %</td> <td style="text-align: right;">0,00 %</td> </tr> <tr> <td>Autocontrôle</td> <td style="text-align: right;">8987016</td> <td style="text-align: right;">1,13 %</td> <td style="text-align: right;">1,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,00 %</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td style="text-align: right;">100,00 %</td> <td style="text-align: right;">100,00 %</td> <td style="text-align: right;">100,00 %</td> </tr> <tr> <td>Base de référence</td> <td style="text-align: right;">798716162</td> <td style="text-align: right;">873578419</td> <td style="text-align: right;">851068715</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) Au 31 décembre 2013, la part des actionnaires de l'Espace économique européen dans le capital est estimée à 44,40 %.</p> <p>(3) À compter de 2006 et conformément à l'article L. 223-11 du Règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions d'autocontrôle et d'autodétention pour le calcul du nombre total de droits de vote, mais ces actions sont dépourvues de droit de vote en Assemblée générale.</p>	Situation au 31.12.2013⁽²⁾						Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote⁽³⁾	% des droits de vote exerçables en AG⁽³⁾	Plan mondial d'actionnariat salarié	59517813	7,45 %	12,64 %	12,98 %	Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	39555035	4,95 %	6,55 %	6,73 %	<i>Groupama</i>	237215	0,03 %	0,03 %	0,03 %	<i>CDC</i>	20111390	2,52 %	2,95 %	3,03 %	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,39 %	2,53 %	2,60 %	<i>CNP</i>	8137118	1,02 %	1,04 %	1,07 %	Public	677133610	84,78 %	78,23 %	80,29 %	Autodétention	13522688	1,69 %	1,55 %	0,00 %	Autocontrôle	8987016	1,13 %	1,03 %	0,00 %	Total		100,00 %	100,00 %	100,00 %	Base de référence	798716162	873578419	851068715	
Situation au 31.12.2013⁽²⁾																																																																			
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote⁽³⁾	% des droits de vote exerçables en AG⁽³⁾																																																															
Plan mondial d'actionnariat salarié	59517813	7,45 %	12,64 %	12,98 %																																																															
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	39555035	4,95 %	6,55 %	6,73 %																																																															
<i>Groupama</i>	237215	0,03 %	0,03 %	0,03 %																																																															
<i>CDC</i>	20111390	2,52 %	2,95 %	3,03 %																																																															
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,39 %	2,53 %	2,60 %																																																															
<i>CNP</i>	8137118	1,02 %	1,04 %	1,07 %																																																															
Public	677133610	84,78 %	78,23 %	80,29 %																																																															
Autodétention	13522688	1,69 %	1,55 %	0,00 %																																																															
Autocontrôle	8987016	1,13 %	1,03 %	0,00 %																																																															
Total		100,00 %	100,00 %	100,00 %																																																															
Base de référence	798716162	873578419	851068715																																																																
B.17	<p><i>Notation attribuée au Garant ou à ses titres d'emprunt</i></p>	<p>A la date des présentes, Société Générale est notée AA (low) par DBRS, A par Fitch Ratings, A2 par Moody's Investors Service Ltd. et A par Standard and Poor's Ratings Services.</p>																																																																	
B.18	<p><i>Garantie</i></p>	<p>Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Émetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.</p>																																																																	
B.19	<p><i>Information sur le Garant</i></p>	<p>Voir ci-dessus B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.</p>																																																																	

Section C — Valeurs mobilières		
C.1	<i>Description de la nature et de la catégorie des valeurs mobilières offertes et/ou admises à la négociation et numéro d'identification</i>	<p>Les valeurs mobilières qui seront offertes sont des titres de créance à capital non garanti dénommés Certificats qui revêtiront la forme au porteur et seront émis (comme indiqué dans les Conditions Définitives) dans le cadre de la législation française sur la dématérialisation. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'Article L 211-4 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Certificats (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R 211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis au titre des Certificats. Une fois émis, les Certificats seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France qui créditera alors les comptes des Teneurs de Compte. La transmission du droit de propriété des Certificats sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Compte.</p> <p>Organismes de compensation Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p>Numéro d'identification Le code ISIN des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p>
C.2	<i>Devise de l'émission</i>	Les Certificats seront libellés en euros.
C.5	<i>Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières</i>	Sans objet. Il n'y a pas de restriction à la libre négociabilité des Certificats, sous réserve de l'application de restrictions de vente qui peuvent s'appliquer dans l'Espace Economique Européen, en France, au Royaume Uni et aux Etats-Unis et dans les juridictions où les Certificats seront offerts ou vendus.
C.8	<i>Description des droits attachés aux valeurs mobilières, y compris leur rang et toute restriction qui leur est applicable</i>	<p>Droits attachés aux Certificats En cas de Règlement, les Certificats donnent droit aux Porteurs au paiement d'une somme en numéraire telle que présentée aux C.16, C.17 et C.18 ci-dessous. Un tel montant en numéraire peut-être inférieur au montant initialement investi dans les Certificats par l'Investisseur.</p> <p>Prix d'émission Le prix d'émission des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p>Rang des certificats Les engagements découlant des Certificats constituent des engagements de l'Emetteur directs, inconditionnels, non-subordonnés et non assortis de sûretés, qui auront à tout moment égalité de rang, sans traitement privilégié les uns par rapport aux autres. Les obligations de paiement de l'Emetteur aux termes des Certificats (à l'exception d'obligations privilégiées du fait de dispositions légales obligatoires) viendront au même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés de l'Emetteur qui seraient en circulation le cas échéant (sauf s'il devait s'agir d'obligations de rang inférieur).</p> <p>Rang de la Garantie Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Emetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.</p> <p>Fiscalité Tous paiements relatifs aux Certificats seront effectués libres de toute retenue à la source ou de tout prélèvement au titre de tout impôt ou taxe imposés en France, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi. Si un tel prélèvement est effectué, l'Emetteur devra, sous réserve de certaines exceptions, majorer ses paiements afin de couvrir les montants ainsi prélevés.</p>

Section C — Valeurs mobilières		
		<p>Droit applicable</p> <p>Les Certificats et tous engagements non-contractuels résultant ou en relation avec les Certificats seront régis par les, et devront être interprétés conformément aux, dispositions du droit français.</p>
C.11	<p><i>Si les valeurs mobilières offertes font ou feront l'objet d'une demande d'admission à la négociation, en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou sur des marchés équivalents avec l'indication des marchés en question</i></p>	<p>Les Certificats seront admis aux négociations sur le Marché Réglementé d'Euronext Paris.</p>
C.15	<p><i>Description de la manière dont la valeur de l'investissement est influencée par celle du ou des instrument(s) sous-jacent(s), sauf lorsque les valeurs mobilières ont une valeur nominale d'au moins 100.000 EUR.</i></p>	<p>Termes et Conditions Additionnels applicables : 2.3</p> <p>Offre une exposition inverse aux mouvements du sous-jacent à la hausse comme à la baisse. Risque comparable à une exposition inverse au sous-jacent. Les coûts sont constitués de commission journalière et/ou des dividendes attribuables au sous-jacent pendant la durée de vie du Certificat et/ou d'un coût de repo correspondant au coût de couverture d'une exposition inverse au sous-jacent.</p>
C.16	<p><i>Date d'expiration ou d'échéance des instruments dérivés – date d'exercice ou de la date finale de référence</i></p>	<p>Non applicable, les Certificats à échéance ouverte n'ont pas de Date de Maturité.</p>
C.17	<p><i>Description de la procédure de règlement des instruments dérivés</i></p>	<p>Paiement en numéraire.</p> <p><i>Règlement anticipé</i></p> <p>Le Porteur recevra de l'Emetteur, à la Date de Règlement Anticipé, le Montant de Règlement Anticipé.</p> <p><i>Modalités de paiement</i></p> <p>Le Montant de Règlement Anticipé sera payé dans la Devise de Règlement aux Teneurs de Compte pour compte des Porteurs.</p>
C.18	<p><i>Description des modalités relatives au produit des instruments dérivés</i></p>	<p>Chaque Certificat donne au Porteur le droit de recevoir le Montant de Règlement Anticipé à la Date de Règlement Anticipé dans l'un des cas suivants :</p> <p>(i) si un Evénement Désactivant se produit, ou</p> <p>(ii) si l'Emetteur décide de mettre fin à ses obligations au titre des Certificats, ou</p> <p>(iii) si le Porteur envoie à l'Agent Payeur une Notice d'Exercice relative aux Certificats qu'il détient et dont le modèle figure en annexe aux présentes, étant entendu que si, dans les cas (ii) et (iii) ci-dessus, un Evénement Désactivant se produit, l'Evénement Désactivant prévaudra.</p> $\text{MAX}\{\text{Ratio} \times [\text{NIV}_f - \text{VALEUR}_f] ; 0\}$ <p>Où</p> <p>NIV_f désigne le Niveau de Référence à la Date d'Evaluation Anticipée.</p> <p>VALEUR_f désigne :</p>

Section C — Valeurs mobilières		
		<p>(a) si l'Émetteur décide de mettre fin à ses obligations au titre des Certificats ou si le Porteur envoie à l'Agent Payeur une Notice d'Exercice</p> <p>Le cours de clôture de l'Indice à la Date d'Évaluation Anticipée, sous réserve des dispositions prévues dans la définition de la Date d'Évaluation Anticipée.</p> <p>(b) si un Événement Désactivant se produit :</p> <p>La valeur de l'Indice déterminée par l'Agent de Calcul sur la base du prix obtenu en dénouant les opérations de couverture liées aux Certificats pendant la période de trois heures qui suit immédiatement la survenance de l'Événement Désactivant. Toutefois, s'il y a moins de trois heures entre l'Événement Désactivant et l'heure officielle de clôture du Marché de Cotation et/ou si un Dysfonctionnement du Marché se produit, la période sera alors prolongée au Jour de Transaction suivant afin qu'il y ait une période de trois heures suivant l'Événement Désactivant. Cependant, s'il n'y a pas de Jour de Transaction et/ou si le Dysfonctionnement du Marché continue durant une période de 5 jours calendaires suivant l'Événement Désactivant, alors l'Agent de Calcul, afin de calculer VALEUR_t, déterminera, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, l'estimation de la valeur de l'Indice qui aurait prévalu.</p>
C.19	<i>Prix d'exercice ou prix de référence final du sous-jacent</i>	Le prix de référence final du sous-jacent sera le cours de clôture du sous-jacent à la Date d'Évaluation Anticipée.
C.20	<i>Description du type de sous-jacent utilisé et où les informations à son sujet peuvent être trouvées</i>	<p>Type de Sous-Jacent : Indice</p> <p>Nom de l'Indice : pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p>Nom du Promoteur de l'Indice : pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p>Vous pouvez vous procurer des informations sur les performances passées et futures et sur la volatilité de l'Indice sur le site internet du Promoteur de l'Indice et sur les serveurs d'informations financières comme Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.</p>

Section D — Risques		
D.2	<i>Informations clés sur les principaux risques propres à l'Émetteur</i>	<p>L'Émetteur et le Garant considèrent que les facteurs suivants sont susceptibles d'affecter leur capacité à remplir leurs obligations au titre des Certificats dans le cadre de ce Prospectus de Base :</p> <p>La valeur des Certificats peut être affectée par des facteurs de risque divers, qui peuvent être liés à l'Émetteur et/ou au Garant; d'autres peuvent être étroitement liés au sous-jacent des Certificats.</p> <p>L'Émetteur est exposé à des risques concernant sa forme juridique, son organisation et ses activités économiques.</p> <p>Le Groupe Société Générale est exposé à des risques inhérents à ses activités : risques de crédit, risques de marché, informations financières spécifiques, risques structurels de taux et de change, risques de liquidité, risques opérationnels, risques de non conformité et de réputation, risques juridiques, risques environnementaux, autres risques, ratios réglementaires.</p>
D.6	<i>Avertissement informant l'investisseur qu'il pourrait perdre tout ou partie, selon le cas, de la valeur de son investissement et/ou, si le risque encouru par l'investisseur ne se limite pas à la valeur de son investissement, une mention de ce fait, assortie d'une description des cas où ce surcroît de risque se matérialise ainsi que des effets financiers probables de cette matérialisation</i>	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Certificats émis dans le cadre du Programme, les Certificats sont des produits financiers à haut risque (des risques associés aux marchés financiers, des risques de change, des risques de taux, des risques politiques, tels qu'énoncés ci-dessous).</p> <p>Certains facteurs sont importants afin d'évaluer les risques liés aux Certificats émis dans le cadre du Programme. ils incluent notamment les facteurs de risque liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au type et à la structure des Certificats (notamment risque lié à l'échéance, au remboursement anticipé ou encore à l'effet de levier) - à la valeur et/ou à la volatilité du (des) sous-jacent(s) - aux transactions de couverture conclues par l'Émetteur - à la législation et à la fiscalité applicable aux Certificats <p>Les investisseurs sont informés ici que, en conséquence, leurs Certificats peuvent perdre toute valeur et doivent être préparés à la perte partielle ou totale de leur investissement. Cela exige donc une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et de titres où le prix est lié à un sous-jacent et une évaluation appropriée des risques inhérents aux Certificats.</p>

Section E — Offre		
E.2b	<i>Raisons de l'offre et de l'utilisation prévues du produit lorsqu'il s'agit de raisons autres que la réalisation d'un bénéfice et/ou la couverture de certains risques</i>	Le produit net de l'émission des Certificats sera destiné aux besoins généraux de financement du Groupe Société Générale, y compris la réalisation de bénéfices.
E.3	<i>Description des modalités et des conditions de l'offre</i>	Sans objet. Les Certificats ne font pas l'objet d'une offre au public dans l'Espace Economique Européen.
E.4	<i>Description de tout intérêt pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'offre, y compris les intérêts conflictuels</i>	A l'exception des commissions versées au Souscripteur, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.
E.7	<i>Estimation des dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur</i>	Sans objet. Il n'y a pas de dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur.

Annexe

Sous-Jacent (Code Reuters)	Tranche	Code ISIN	Prix d'Emission	Date de Maturité
Dow Jones Industrial Average TR (<.DJITR>)	A	FR0012115590	44,00 EUR	Ouverte

English free translation for information purposes only

**FINAL TERMS FOR INDEX CERTIFICATES
DATED 25 August 2014**

Certificates issued by

**SG EFFEKTEN GmbH
(as Issuer)**

unconditionally and irrevocably guaranteed by

Société Générale

The terms applicable to the Certificates appear in the Base Prospectus (*visa* from the *Autorité des marchés financiers* ("AMF") n° 14-253 dated 30 May 2014) and the Supplements (*visa* AMF n° 14-353 dated 3 July 2014 and n° 14-465 dated 14 August 2014).

The Final Terms, the Base Prospectus and the Supplements are available on the website of the AMF <http://www.amf-france.org> and on the website <http://www.sgbourse.fr>, or any other successor website.

The attention of the potential purchasers is drawn to the fact that:

- they must read these Final Terms together with the Base Prospectus and the Supplements,
- at any time, the Certificate value may be less than the Issue Price and Certificateholders may lose some or all of their investment,
- Certificates are not suitable for all investors. Potential purchasers are advised to make their decision only after having carefully considered, with their advisers, whether the planned investment is appropriate to their requirements and resources,
- solely the French version of the Base Prospectus and the Supplements has received a *visa* from the AMF. The English translation is for information purposes only.

THE CERTIFICATES AND THE GUARANTEE HAVE NOT BEEN AND WILL NOT BE REGISTERED UNDER THE UNITED STATES SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED OR ANY STATE SECURITIES LAW, AND TRADING IN THE CERTIFICATES HAS NOT BEEN APPROVED BY THE UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION UNDER THE UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT OF 1936, AS AMENDED. CERTIFICATES, OR INTERESTS THEREIN, MAY NOT AT ANY TIME BE OFFERED, SOLD, RESOLD, TRADED, PLEDGED, REDEEMED, TRANSFERRED OR DELIVERED, DIRECTLY OR INDIRECTLY, IN THE UNITED STATES OR TO, OR FOR THE ACCOUNT OR BENEFIT OF, A U.S. PERSON, NOR MAY ANY U.S. PERSON AT ANY TIME TRADE OR MAINTAIN A POSITION IN THE CERTIFICATES. FOR A DESCRIPTION OF THE RESTRICTIONS ON OFFERS AND SALES OF THE CERTIFICATES, SEE THE SECTION "PURCHASE AND SELLING RESTRICTIONS" IN THE BASE PROSPECTUS.

I – GENERAL

Issuer	Société Générale Effekten GmbH
Guarantor	Société Générale The Certificates are guaranteed by Société Générale under the Guarantee dated 2 June 2014.
Commercial name	100% Bear
Issue Date	26 August 2014
Subscription	Société Générale
Paying Agent	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Calculation Agent	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Clearance Institution(s)	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France Euroclear Bank (Brussels), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Brussels, Belgium Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
Listing	Application has been made for the Certificates to be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris with effect from the Issue Date. No guarantee can be given that this request will be approved.
Minimum number of Certificates for trading	The minimum number of Certificates for trading on Euronext Paris is 1 (one) Certificate.
Form of market trading	Trading in continuous SG Securities (Paris) SAS as liquidity provider displays bid and offer prices in the Certificates order book, during the stock exchange session, under the following conditions: - a maximum bid and offer spread of 3 EUR or 5 % of the offer price displayed by the liquidity provider, - and a minimum unitary amount per order of 10,000 EUR, the above is assumed to take place under normal market conditions, underlying liquidity conditions and with the electronic information and trading systems operating normally.
Delisting	The Certificates will be delisted from Euronext Paris at opening on the sixth trading day in Paris before the Maturity Date (inclusive). If a Knock-Out Event occurs, Euronext Paris will suspend the trading of the Certificates as soon as possible and then the Certificates will be delisted.
Form and transfer of Certificates	The Certificates are in bearer form. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i> .
Assimilation provisions	Not applicable
Investors' contact	Société Générale N° Vert 0800 30 20 20

II – FINANCIAL CHARACTERISTICS

TABLE

Tranche	Number of Certificates	Underlying / Index	Reuters code	Underlying currency
A	113,636	Dow Jones Industrial Average TR	<.DJITR>	USD

Tranche	Index Sponsor	Index Calculation Agent	Issue Price per Certificate	Ratio	Reference Level or LEV*	Issue amount
A	S&P Dow Jones Indices LLC	S&P Dow Jones Indices LLC	EUR 44.00	EUR 0.001	67,272	EUR 4,999,984

Tranche	Maturity Date	ISIN code	mnemonic code
A	Open End	FR0012115590	SGQ1S

* subject to adjustments

Applicable Additional Terms and Conditions

2.3

Offers an inverse exposure to the positive or negative movements in the underlying. The risk is comparable to a short exposure to the underlying. The cost is in the form of daily commissions and/or in the payouts attributable to the underlying during the lifetime of the Certificate and/or a repo cost which corresponds to the cost of hedging a short exposure to the underlying.

Aggregate issue amount

EUR 4,999,984

Settlement Currency

EUR

Underlying

As specified in the table above.

Early Maturity Date

The Certificates shall be deemed to be terminated early at either of the following dates:

- (a) the date from the Initial Valuation Date (inclusive) on which a Knock-Out Event occurs;
- (b) the date, from the Issue Date (exclusive), selected by the Issuer to terminate its obligations under the Certificates, after having given to the Certificateholders a thirty calendar days' prior notice (published in the *Journal Officiel*). However, if a Knock-Out Event occurs from the day (inclusive) on which the Issuer publishes the Notice mentioned above, then the provisions relating to the Knock-Out Event shall prevail.

Exercise Notice

The Certificateholder may send an Exercise Notice to the Paying Agent at any time between the Issue Date (exclusive) and the day (exclusive) on which the Issuer publishes the Notice notifying the Early Maturity Date. The minimum number of Certificates exercisable is 1,000 Certificates or an integral multiple.

Exercise Date

The 30th calendar day following the Business Day on which a duly completed Exercise Notice is received by the Paying Agent subject to the verification as provided in the Terms and Conditions of the Base Prospectus and the Supplements, where applicable.

Early Settlement Amount

Each Certificate entitles the Certificateholder to receive the Early Settlement Amount on the Early Settlement Date in one of the following cases :

- (i) if a Knock-Out Event occurs, or
- (ii) if the Issuer decides to terminate its obligations under the Certificates, or
- (iii) if the Certificateholder sends to the Paying Agent an Exercise Notice in the form appended hereto in respect of the Certificates held by it,

it being understood that in the event of (ii) or (iii), if a Knock-Out event occurs, such Knock-Out Event shall prevail.

$$\text{MAX}\{\text{Ratio} \times [\text{LEV}_f - \text{VALUE}_f]; 0\}$$

Where

LEV_f means the Reference Level on the Early Valuation Date.

VALUE_f means :

(a) if the Issuer decides to terminate its obligations under the Certificates or if the Certificateholder sends to the Paying Agent an Exercise Notice :

The closing price of the Index on the Early Valuation Date, subject to the provisions of the definition of Early Valuation Date below.

(b) if a Knock-Out Event occurs :

The value of the Index determined by the Calculation Agent on the basis of the price obtained in unwinding the hedging transactions entered into in connection with the Certificates during the three hours period immediately following the occurrence of a Knock-Out Event. However, if there are less than three hours between the Knock-Out Event and the official closing time of the Quotation Market and/or if a Market Disruption Event occurs, then the period shall continue on the next Trading Day in order to have a three hours period following the Knock-Out Event; provided further that if there is no Trading Day and/or the Market Disruption Event is continuing during a 5 (five) calendar days period following the Knock-Out Event, then the Calculation Agent, for the purpose of calculating VALUE_f, will determine, after consultation with an independent expert designated by Société Générale, the good faith estimate of the value of the Index that would prevail.

Knock-Out Event

means the day, at any time from the Initial Valuation Date (inclusive), on which the Calculation Agent ascertains that the value of the Index published by the Index Sponsor or the Index Calculation Agent is higher than or equal to the Knock-Out Level.

Knock-Out Level

98.50% of LEV. The Knock-Out Level will be adjusted on the fifteenth day of each month (or the following Trading Day) and on each calendar day(t) on which any dividend (DIV) will be detached.

Reference Level (LEV)

initially equal to the level specified in the table above. It will be adjusted on each calendar day(t) between the Initial Valuation Date (excluded) and the Early Valuation Date (inclusive) according to the following formula :

$$\text{LEV}_t = \text{LEV}_{t-1} \times (1 + \text{FR}_{t-1} - \text{CR}_t)^{1/360} - 100\% \times \text{DIV}_t - \text{REPO}_t$$

with

Financing Rate or FR_{t-1} means the financing rate on each calendar day(t-1). The current level will be defined by the Calculation Agent and published on the website www.sgbourse.fr.

Commission Rate or CR_t means the commission rate on each calendar day(t). The current level will be defined by the Calculation Agent and published on the website www.sgbourse.fr with a maximum annualized rate of 0.50%.

DIV_t means, in respect of each component of the Index and each date (t) between the Initial Valuation Date (excluded) and the Early Valuation Date (included), the sum of distributions (including ordinary dividends, before deduction of any withholding tax and without any tax credit, and coupons), expressed in index points, detached in cash by the components of the Index which do not give rise to any adjustment at the level of such Index and converted in the Index currency at date(t).

REPO_t means the value calculated on each calendar day(t) according to the following formula:

$$\text{REPO}_t = \frac{1}{365} \times \% \text{REPO}_t \times \text{VALUE}_t$$

%REPO_t means for each calendar day (t) the annualised repo cost as calculated by the Calculation Agent for such calendar day (t)

VALUE_t means for each calendar day (t) the last known closing price of the Index for such calendar day(t).

Initial Valuation Date	20 August 2014
Early Valuation Date	<p>(a) if the Issuer decides to terminate its obligations under the Certificates or if the Certificateholder sends to the Paying Agent an Exercise Notice : The first Trading Day of the Early Valuation Period. However, if there is no Trading Day during the Early Valuation Period, the last day of the Early Valuation Period shall be deemed to be the Early Valuation Date and VALUE_t shall be deemed to be the Fair Market Value.</p> <p>(b) if a Knock-Out Event occurs : The date on which VALUE_t is determined by the Calculation Agent.</p>
Early Valuation Period	means, except in the case of the occurrence of a Knock-Out Event, the period of 5 (five) calendar days which begins on the Early Maturity Date or on the Exercise Date, as the case may be.
Early Settlement Date	The sixth Business Day following (i) the Early Valuation Date or (ii) the Issue Date in the case where the Early Valuation Date falls before the Issue Date.
Fair Market Value	means the value of the Index determined by the Calculation Agent after consultation with an independent expert designated by Société Générale, on the basis of the market conditions on the last day of the Early Valuation Period.

INTERESTS OF NATURAL AND LEGAL PERSONS INVOLVED IN THE ISSUE

Save for any fees payable to the Subscriber, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.

MARKET DISRUPTION EVENTS

Events specified in Condition 10 of the Terms and Conditions

ADJUSTMENT RULES

Adjustments specified in Condition 10 of the Terms and Conditions

Non-exempt Offer : Not Applicable

Extract of the Index License:

The product is not sponsored, endorsed, sold or promoted by Standard & Poor's ("S&P") or its third party licensors. Neither S&P nor its third party licensors makes any representation or warranty, express or implied, to the owners of the product or any member of the public regarding the advisability of investing in securities generally or in the product particularly or the ability of the S&P 500 (the "Index") to track general stock market performance. S&P's and its third party licensor's only relationship to licensee is the licensing of certain trademarks and trade names of S&P and the third party licensors and of the Index which is determined, composed and calculated by S&P or its third party licensors without regard to licensee or product. S&P and its third party licensors have no obligation to take the needs of licensee or the owners of the product into consideration in determining, composing or calculating the Index. Neither S&P nor its third party licensors is responsible for and has not participated in the determination of the prices and amount of the product or the timing of the issuance or sale of the product or in the determination or calculation of the equation by which the product is to be converted into cash. S&P has no obligation or liability in connection with the administration, marketing or trading of the product.

NEITHER S&P, ITS AFFILIATES NOR THEIR THIRD PARTY LICENSORS GUARANTEE THE ADEQUACY, ACCURACY, TIMELINESS OR COMPLETENESS OF THE INDEX OR ANY DATA INCLUDED THEREIN OR

ANY COMMUNICATIONS, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO, ORAL OR WRITTEN COMMUNICATIONS (INCLUDING ELECTRONIC COMMUNICATIONS) WITH RESPECT THERETO. S&P, ITS AFFILIATES AND THEIR THIRD PARTY LICENSORS SHALL NOT BE SUBJECT TO ANY DAMAGES OR LIABILITY FOR ANY ERRORS, OMISSIONS OR DELAYS THEREIN. S&P MAKES NO EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, AND EXPRESSLY DISCLAIMS ALL WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE WITH RESPECT TO THE MARKS, THE INDEX OR ANY DATA INCLUDED THEREIN. WITHOUT LIMITING ANY OF THE FOREGOING, IN NO EVENT WHATSOEVER SHALL S&P, ITS AFFILIATES OR THEIR THIRD PARTY LICENSORS BE LIABLE FOR ANY INDIRECT, SPECIAL, INCIDENTAL, PUNITIVE OR CONSEQUENTIAL DAMAGES, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO, LOSS OF PROFITS, TRADING LOSSES, LOST TIME OR GOODWILL, EVEN IF THEY HAVE BEEN ADVISED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES, WHETHER IN CONTRACT, TORT, STRICT LIABILITY OR OTHERWISE.

ANNEX – ISSUE SUMMARY

Summaries are made up of disclosure requirements known as **Elements** the communication of which is required by Annex XXII of Regulation EC/809/2004. These elements are numbered in Sections A – E (A.1 – E.7).

This summary contains all the Elements required to be included in a summary for this type of securities and Issuer. Because some Elements are not required to be addressed, there may be gaps in the numbering sequence of the Elements.

Even though an Element may be required to be inserted in the summary because of the type of securities and Issuer, it is possible that no relevant information can be given regarding the Element. In this case a short description of the Element is included in the summary with the mention of "not applicable".

This summary relates to the Certificates (the **Certificates**) described in the final terms (the **Final Terms**) to which this summary is annexed. This summary contains that information from the summary set out in the Base Prospectus dated 30 May 2014 which received visa no. 14-253 on 30 May 2014 from the *Autorité des marchés financiers* (the **AMF**) and the Supplements to the Base Prospectus which received visa no. 14-353 on 3 July 2014 and no. 14-465 on 14 August 2014 from the AMF (together, the **Base Prospectus**) which is relevant to the Certificates together with the relevant information from the Final Terms.

Section A — Introduction and warning		
A.1	<i>Warning</i>	<p>This summary must be read as an introduction to this Base Prospectus and the applicable Final Terms :</p> <p>Any decision to invest in the financial instruments involved in the operation must be based on an exhaustive reading of the Base Prospectus as a whole, including any documents incorporated by reference and the applicable Final Terms.</p> <p>If a claim relating to information contained in the Base Prospectus and/or Final Terms is brought before a Court in a Member State of the European Economic Area, the plaintiff may, under the national legislation of the Member States where the claim is brought, be required to bear the costs of translating the Base Prospectus and the applicable Final Terms before the legal proceedings are initiated.</p> <p>Civil liability attaches only to those persons who have tabled this summary, including any translation thereof, but only if the summary is misleading, inaccurate or inconsistent when read together with the other parts of this Base Prospectus and the applicable Final Terms or it does not provide, when read together with the other parts of this Base Prospectus and the applicable Final Terms, key information in order to aid investors when considering whether to invest in the financial instruments.</p>
A.2	<i>Consent by the Issuer for the use of the prospectus</i>	Not applicable. There will be no non-exempt offer in respect of the Certificates.

Section B — Issuer		
B.1	<i>Legal and commercial name of the Issuer</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Issuer).</p> <p>Société Générale (Guarantor).</p>
B.2	<i>Domicile and legal form of the Issuer, legislation under which the Issuer operates and its country of incorporation</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>Registered office : Frankfurt-am-Main, Germany.</p> <p>Business address : Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Frankfurt-am-Main, Germany.</p> <p>Legal form : limited liability company (<i>Gesellschaft mit beschränkter Haftung, GmbH</i>) under German Law.</p>

Section B — Issuer		
		<p>Applicable law : German law Country of incorporation : Germany</p> <p>Société Générale (Guarantor) Domicile : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France. Legal form : Public limited company (<i>société anonyme</i>). Applicable law : French law. Country of incorporation : France</p>
B.4b	<i>Description of any known trends affecting the Issuer and the industries in which it operates</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH Issuing activities for the 2014 fiscal year depend on the current trend on the financial markets. As in the previous years, the Company intends to offer a wide range of products in 2014. The Company intends to continue the issuing activities in Sweden begun in 2012 as soon as the listing in Spain begun in the third quarter 2013.</p> <p>Société Générale The euro zone and, in particular France are very gradually moving towards recovery. Furthermore, the improved economic climate in the United States remains contingent on how the country will make an exit from its quantitative and fiscal monetary policies.</p> <p>In the emerging countries, markets are contending with a surge in capital flight. Current developments could weigh on emerging country growth, but not to the extent of triggering systemic financial crises akin to those observed in the 1990s.</p> <p>At the end of 2010, the Basel Committee published its recommendations for strengthening capital and liquidity of the banking sector. The Group fully-loaded Common Equity Tier One ratio of 10% stands at end-2013 and is already well in excess of new regulatory requirements. In addition, the Group is already able to meet the leverage ratio (which is a new indicative ratio that is currently being defined by European regulatory authorities, for which there is currently a minimum requirement of 3% by 2018), as its indicative leverage ratio was 3.5% at end-2013.</p> <p>As regards liquidity, the Basel Committee proposed two standard ratios based on harmonised parameters:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the Liquidity Coverage Ratio (LCR), in the short term (1 month). The exact definition of the LCR will be adopted by delegated act of the Commission by 30 June 2014 at the latest. The minimum ratio is set at 60% in 2015 with a gradual increase of 10 points per year, reaching 100% by 1 January 2018. At 31 December 2013, Société Générale's LCR ratio was already above 100%; • the Net Stable Funding Ratio (NSFR), in the longer term. The definition of the NSFR is still under review by the Basel Committee, and analyses will be finalised in 2014 following consultation. <p>As part of the project of the European Banking Union, the text on euro zone banking supervision by the ECB (the European Central Bank) was adopted in October 2013 by the European authorities. The ECB will take up its resulting responsibilities from 4 November 2014, following an ECB review of bank balance sheets (Asset Quality Review), and stress tests conducted by the European Banking Authority in cooperation with the ECB. This process should further strengthen confidence in the euro zone.</p> <p>The European Commission proposed in July 2013 a single resolution mechanism for the euro zone banking sector to be phased in gradually from 2015. France has already transposed in its Monetary and Financial Code part of the bank resolution provisions included in the European Bank Recovery and Resolution Directive. This directive should be voted on during the first half of 2014.</p> <p>On 29 January 2014, the European Commission published a draft regulation</p>

Section B — Issuer		
		<p>on banking structural reform. The draft regulation is currently under review by the various stakeholders. Our aim is to maintain the specific characteristics of the French separation law adopted in 2013.</p> <p>Several regulations on market activity operations are continuing to come into effect in Europe and the United States.</p> <p>A financial transactions tax, with a larger tax base than the one in effect in the United Kingdom and France since 2012 and in Italy since 2013, is under review by the 11 Member States of the European Union.</p> <p>In the United States the Dodd-Frank Act laid the groundwork for the supervision of systemic risk and of some Corporate and Investment banking activities. The final text calls for gradual implementation from 2015 for the most active banks.</p> <p>The Société Générale Group will be rethinking its operations in the United States in the wake of the "Tarullo" rules applicable to non-US financial institutions.</p> <p>New fundamental developments in retail banking are also expected.</p> <p>In a restrictive macro-economic environment, the major goal of market place discussions is to produce a sustainable growth model for the financial sector which maintains banks' ability to finance the economy amid more restrictive budget policies. However, it is clear that the addition of new regulatory constraints, compounded by potential competitive bias between countries, will weigh significantly on the profitability of some activities. They may therefore influence the development model of certain players in the banking sector.</p> <p>The Société Générale Group continues to adapt the structure of its business lines and embarked on the second step of its transformation plan to refocus its structure on three pillars of excellence:</p> <ul style="list-style-type: none"> • French Retail Banking; • International retail Banking and Financial Services (IBFS); • Global Banking and Investor Solutions (GBIS).
B.5	<i>Description of the Issuer's group and the Issuer's position within the group</i>	<p>The Issuer is a fully-owned subsidiary of the Société Générale Group</p> <p>The Société Générale Group offers a wide range of advisory services and tailored financial solutions to individual customer, large corporate and institutional investors. The Group relies on three complementary core businesses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • French Retail Banking, • International Retail Banking, Financial Services and Insurance and • Corporate and Investment Banking, Private Banking, Asset and Wealth Management and Securities Services.
B.9	<i>Figure of profit forecast or estimate (if any)</i>	Not applicable. The Issuer and the Guarantor does not provide any figure of profit forecast or estimate.
B.10	<i>Description of the nature of any qualifications in the audit report on the historical financial information</i>	Not applicable. The audit reports do not include any qualifications.

B.12

Selected financial information

Summarized balance sheet of the Issuer for the two fiscal years 2012 and 2013

	31 dec. 2013		31 dec. 2012		+/- EUR k
	EUR k	%	EUR k	%	
Assets					
Receivables	16 474 707	75	23 269 217	76	- 6 794 510
Other assets	5 376 280	25	7 164 317	24	- 1 788 037
Cash and cash equivalents	359	0	470	0	-111
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>
Equity and liabilities					
	EUR k	%	EUR k	%	EUR k
Equity	931	0	833	0	98
Liabilities	503	0	428	0	75
Other liabilities	<u>21 849 912</u>	<u>100</u>	<u>30 432 743</u>	<u>100</u>	<u>-8 582 831</u>
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>-8 582 658</u>

Summarized income statement for the two fiscal years 2012 and 2013

	2013	2012	+/- EUR k
	EUR k	EUR k	
Income from warrant transactions	8 455 884	4 538 510	3 917 374
Income from certificate transactions	3 071 364	3 388 902	- 317 538
Expenses from warrant transactions	-8 455 884	-4 538 510	-3 917 374
Expenses from certificate transactions	<u>-3 071 364</u>	<u>-3 388 902</u>	<u>317 538</u>
Operating performance	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Other operating income/ expenses	368	506	-138
Personnel expenses	<u>-211</u>	<u>-177</u>	<u>-34</u>
Operating income	<u>157</u>	<u>329</u>	<u>-172</u>
Net financial income/ expenses	-3	-8	5
Income before income taxes	<u>154</u>	<u>321</u>	<u>-167</u>
Income taxes	<u>-56</u>	<u>-106</u>	<u>50</u>
Net income for the year	<u>98</u>	<u>215</u>	<u>-117</u>

Two-year overview

		2013	2012
Income from option contracts and certificates	EUR'000	11,527,248	7,927,412
Expenses from option contracts and certificates	EUR'000	-11,527,248	-7,927,412
Surplus	EUR'000	0	0
Cash flow from operating activities	EUR'000	-111	470
Equity	EUR'000	931	833
Balance sheet total	EUR'000	21,851,346	30,434,004
Current assets/accruals and deferrals	EUR'000	15,433,080	24,660,584
Total volume of issued Securities	EUR'000	21,849,891	30,432,624
Net income for the year	EUR'000	98	215

Financial information of the guarantor

	Half-Year 2014	Year ended 2013	Half-Year 2013	Year ended 2012 (*)
Results (in EUR M)				
Net Banking Income	11,569	22,433(**)	11,101(**)	23,110
Operating income	2,378	2,336(**)	1,405(**)	2,757
Net income	1,504	2,394(**)	1,532(**)	1,224
Group Net income	1,345	2,044(**)	1,319(**)	790
<i>French Retail Banking</i>	659	1,196(**)	597(**)	1,291
<i>International Retail Banking and Financial Services</i>	34	983(**)	498(**)	617
<i>Global Business and Investor Solutions</i>	1,066	1,206(**)	1,024(**)	761
<i>Corporate Centre</i>	(414)	(1,341)(**)	(800)(**)	(1,879)
Group Net cost of risk	(1,419)	(4,050)	(1,912)(**)	(3,935)
Cost/income ratio	66%	67%	66%	67%
ROE after tax	5.5%	4.4%	5.6%	1.2%
Tier 1 Ratio (Basel 2.5)	12.5% (CRR/CRD4)	11.8% (CRR/CRD4)	10.6%	12.5%
Activity (in EUR bn)				
Total assets and liabilities	1,322.6	1,214.2 (**)	1,254.1	1,250.9
Customer loans	336.2	332.7 (**)	341.2	350.2
Customer deposits	341.8	334.2(**)	350.0	337.2
Equity (in billions of euros)				
Group shareholders' equity	53.3	50.9(**)	49.4	49.3

		<table border="1"> <tr> <td>Total consolidated equity</td> <td>56.0</td> <td>54.0(**)</td> <td>53.3</td> <td>53.6</td> </tr> <tr> <td>Cash flow statements (in billions of euros)</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>New inflow (outflow) in cash and cash equivalent</td> <td>13.1</td> <td>(1.0)(**)</td> <td>1.9 (**)</td> <td>23.7</td> </tr> </table>	Total consolidated equity	56.0	54.0(**)	53.3	53.6	Cash flow statements (in billions of euros)					New inflow (outflow) in cash and cash equivalent	13.1	(1.0)(**)	1.9 (**)	23.7
Total consolidated equity	56.0	54.0(**)	53.3	53.6													
Cash flow statements (in billions of euros)																	
New inflow (outflow) in cash and cash equivalent	13.1	(1.0)(**)	1.9 (**)	23.7													
		<p>(*) Items relating to the results for 2012 have been restated due to the implementation of IAS 19 (International Accounting Standards) : the change in accounting method involves the adjustment of data for the previous year. (**) 2013 data adjusted following the retrospective implementation of IFRS 10 and 11 on January 1st, 2014.</p> <p>There has been no material adverse change in the prospects of the Issuer since its last published audited financial statements.</p> <p>There has been no significant change in the financial or trading position of the Issuer since the end of the last financial period for which financial information has been published.</p> <p>There has been no material adverse change in the prospects of the Guarantor since 31 December 2013, date of its last published audited financial statements.</p> <p>There has been no significant change in the financial or trading position of the Guarantor since the date of its last financial information dated 30 June 2014.</p>															
B.13	<i>Description of any recent events particular to the Issuer which are to a material extent relevant to the evaluation of the Issuer's solvency</i>	<p>Not applicable. There have been no recent events which the Issuer considers material to the evaluation of its solvency since its last published audited financial statements on 21 March 2014.</p> <p>Not applicable. There have been no recent events which the Guarantor considers material to the evaluation of its solvency since the publication of the Second Update to the <i>Document de Référence</i> on 4 August 2014.</p>															
B.14	<i>Statement as to whether the Issuer is dependent upon other entities within the group</i>	<p>Please, see Section B5 above for Issuer's position within the Group.</p> <p>Société Générale is the ultimate holding company of the Group. Société Générale operates its own business; it does not act as a simple holding company vis-à-vis its subsidiaries.</p>															
B.15	<i>Description of the Issuer's principal activities</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>The Issuer's corporate object, as stated in Article 2 of its articles of association, is the issuance and sale of securities and all related activities, with the exception of those requiring a license. The Issuer does not engage in banking activities as defined by the German Banking Act (<i>Kreditwesengesetz, KWG</i>). The Issuer is a financial entity as defined in <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5</i> of the <i>KWG</i>.</p> <p>The Issuer issues and invests securities, mainly warrants and certificates, and engages in related activities.</p> <p>Société Générale</p> <p>The purpose of Société Générale is, under the conditions determined by the laws and regulations applicable to credit institutions, to carry out with individuals and corporate entities, in France or abroad:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ all banking transactions; ▪ all transactions related to banking operations, including in particular 															

		<p>investment services or allied services as listed by articles L. 321-1 and L. 321-2 of the French Monetary and Financial Code;</p> <ul style="list-style-type: none"> all acquisitions of interests in other companies. <p>Société Générale may also, on a regular basis, as defined in the conditions set by the French Financial and Banking Regulation Committee, engage in all transactions other than those mentioned above, including in particular insurance brokerage.</p> <p>Generally, Société Générale may carry out, on its own behalf, on behalf of a third-party or jointly, all financial, commercial, industrial, agricultural, movable property or real property transactions, directly or indirectly related to the abovementioned activities or likely to facilitate the accomplishment of such activities.</p>																																																												
B.16	<i>To the extent known to the Issuer, whether the Issuer is directly or indirectly owned or controlled and by whom, and nature of such control</i>	<p>The Issuer is a fully-owned subsidiary of Société Générale, Paris.</p> <p>The Guarantor is not owned or controlled by a parent company. As at December 31, 2013, the breakdown of capital and voting rights (including double voting rights, article 14 of Société Générale's bylaws) was as follows:</p> <p style="text-align: center;">At 31 December 2013⁽²⁾</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Number of shares</th> <th>% of capital</th> <th>% of voting rights⁽³⁾</th> <th>% of voting rights exercisable at AGM⁽³⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Group Employee Share Ownership Plan</td> <td>59,517,813</td> <td>7.45%</td> <td>12.64%</td> <td>12.98%</td> </tr> <tr> <td>Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights</td> <td>39,555,035</td> <td>4.95%</td> <td>6.55%</td> <td>6.73%</td> </tr> <tr> <td><i>Groupama</i></td> <td><i>237,215</i></td> <td><i>0.03%</i></td> <td><i>0.03%</i></td> <td><i>0.03%</i></td> </tr> <tr> <td><i>CDC</i></td> <td><i>20,111,390</i></td> <td><i>2.52%</i></td> <td><i>2.95%</i></td> <td><i>3.03%</i></td> </tr> <tr> <td><i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i></td> <td><i>11,069,312</i></td> <td><i>1.39%</i></td> <td><i>2.53%</i></td> <td><i>2.60%</i></td> </tr> <tr> <td><i>CNP</i></td> <td><i>8,137,118</i></td> <td><i>1.02%</i></td> <td><i>1.04%</i></td> <td><i>1.07%</i></td> </tr> <tr> <td>Free float</td> <td>677,133,610</td> <td>84.78%</td> <td>78.23%</td> <td>80.29%</td> </tr> <tr> <td>Share buybacks</td> <td>13,522,688</td> <td>1.69%</td> <td>1.55%</td> <td>0.00%</td> </tr> <tr> <td>Treasury stock</td> <td>8,987,016</td> <td>1.13%</td> <td>1.03%</td> <td>0.00%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td>100.00%</td> <td>100.00%</td> <td>100.00%</td> </tr> <tr> <td>Number of outstanding shares</td> <td></td> <td>798,716,162</td> <td>873,578,419</td> <td>851,068,715</td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) At December 31, 2013, the share of European Economic Area shareholders in the capital is estimated at 44.10%.</p> <p>(3) As from 2006 and in accordance with article 223-11 of the AMF's General Regulations, the calculation of total voting rights includes voting rights associated with share buybacks and treasury shares; however, these shares do not give the right to vote at General Meetings.</p>		Number of shares	% of capital	% of voting rights ⁽³⁾	% of voting rights exercisable at AGM ⁽³⁾	Group Employee Share Ownership Plan	59,517,813	7.45%	12.64%	12.98%	Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights	39,555,035	4.95%	6.55%	6.73%	<i>Groupama</i>	<i>237,215</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>	<i>CDC</i>	<i>20,111,390</i>	<i>2.52%</i>	<i>2.95%</i>	<i>3.03%</i>	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	<i>11,069,312</i>	<i>1.39%</i>	<i>2.53%</i>	<i>2.60%</i>	<i>CNP</i>	<i>8,137,118</i>	<i>1.02%</i>	<i>1.04%</i>	<i>1.07%</i>	Free float	677,133,610	84.78%	78.23%	80.29%	Share buybacks	13,522,688	1.69%	1.55%	0.00%	Treasury stock	8,987,016	1.13%	1.03%	0.00%	Total		100.00%	100.00%	100.00%	Number of outstanding shares		798,716,162	873,578,419	851,068,715
	Number of shares	% of capital	% of voting rights ⁽³⁾	% of voting rights exercisable at AGM ⁽³⁾																																																										
Group Employee Share Ownership Plan	59,517,813	7.45%	12.64%	12.98%																																																										
Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights	39,555,035	4.95%	6.55%	6.73%																																																										
<i>Groupama</i>	<i>237,215</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>																																																										
<i>CDC</i>	<i>20,111,390</i>	<i>2.52%</i>	<i>2.95%</i>	<i>3.03%</i>																																																										
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	<i>11,069,312</i>	<i>1.39%</i>	<i>2.53%</i>	<i>2.60%</i>																																																										
<i>CNP</i>	<i>8,137,118</i>	<i>1.02%</i>	<i>1.04%</i>	<i>1.07%</i>																																																										
Free float	677,133,610	84.78%	78.23%	80.29%																																																										
Share buybacks	13,522,688	1.69%	1.55%	0.00%																																																										
Treasury stock	8,987,016	1.13%	1.03%	0.00%																																																										
Total		100.00%	100.00%	100.00%																																																										
Number of outstanding shares		798,716,162	873,578,419	851,068,715																																																										

B.17	<i>Credit ratings assigned to the Issuer or its debt securities</i>	At the date hereof, Société Générale is rated AA (low) by DBRS, A by Fitch Ratings, A2 by Moody's Investors Service Ltd. and A by Standard and Poor's Ratings Services.
B.18	<i>Guarantee</i>	The due payment of all amounts owed by the Issuer under the Certificates is unconditionally and irrevocably guaranteed under the Guarantee.
B.19	<i>Information on the guarantor</i>	Please, see above B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.

Section C — Securities		
C.1	<i>Description of the type and the class of the securities being offered and/or admitted to trading, including any security identification number</i>	<p>The securities which will be offered are debt securities with not guaranteed capital called Certificates which will be in bearer form and will be issued (as specified in the Final Terms) under French laws on dematerialization. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i>. No physical document will be issued for the purpose of the Certificates (including representative certificates ("<i>certificats représentatifs</i>") as mentioned in article R 211-7 of the <i>Code monétaire et financier</i>). After issuance, the Certificates will be registered by Euroclear France in its accounts, and then credited to the accounts of the Certificate Account Holders. The transfer of the Certificates' ownership rights will be derived from registration in an account held by the Certificate Account Holders.</p> <p>Clearing Systems Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p>Security Identification Number The ISIN code of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p>
C.2	<i>Currency of the securities issue</i>	The Certificates will be issued in euros.
C.5	<i>Description of any restrictions on the free transferability of the securities</i>	There is no restriction on the free transferability of Certificates, subject to selling restrictions which may apply in the European Economic Area, France, the United Kingdom, the United States and in certain jurisdictions where the Certificates will be offered or sold.
C.8	<i>Description of the rights attached to the securities, including ranking and limitations to those rights</i>	<p>Rights attached to the Certificates</p> <p>In case of Settlement, Certificates give the rights to the Certificateholders in the payment of an amount in cash as stated into C.16, C.17 and C.18 below. Such an amount in cash can be lower than the amount initially invested in Certificates by the Investor.</p> <p>Issue price The issue price of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p> <p>Status of certificates The obligations under the Certificates constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and shall at all times rank pari passu and without preference among themselves. The payment obligations of the Issuer under the Certificates (save for certain obligations preferred by mandatory provisions of statutory law) shall rank pari passu with all other unsecured obligations (other than subordinated obligations, if any) of the Issuer from time to time outstanding.</p> <p>Status of the Guarantee Payments at right date of all the amounts owed by the Issuer regarding the Certificates are irrevocably and unconditionally guaranteed by virtue of the guarantee.</p> <p>Taxation All payments in respect of the Certificates will be made without deduction for or on account of withholding taxes imposed by France, unless such withholding or deduction is required by law. In the event that any such deduction is made, the Issuer will, save in certain limited circumstances, be required to pay additional amounts to cover the amounts so deducted.</p> <p>Governing Law The Certificates and any non-contractual obligations arising out of or in connection with the Certificates will be governed by, and shall be construed in accordance with French law.</p>

Section C — Securities		
C.11	<i>Whether the securities offered are or will be the object of an application for admission to trading, with a view to their distribution in a regulated market or other equivalent markets with indication of the markets in question</i>	Certificates will be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris.
C.15	<i>Description of how the value of the investment is affected by the value of the underlying instrument(s), unless the securities have a denomination of at least EUR 100,000.</i>	Applicable Additional Terms and Conditions : 2.3 Offers an inverse exposure to the positive or negative movements in the underlying. The risk is comparable to a short exposure to the underlying. The cost is in the form of daily commissions and/or in the payouts attributable to the underlying during the lifetime of the Certificate and/or a repo cost which corresponds to the cost of hedging a short exposure to the underlying.
C.16	<i>Expiration or maturity date of the derivative securities – the exercise date or final reference date</i>	Not applicable, the open-end Certificates don't have any Maturity Date.
C.17	<i>Description of the settlement procedure of the derivative securities</i>	Payment in cash. <i>Early payment</i> The Certificateholder will receive from the Issuer the Early Settlement Amount on the Early Settlement Date. <i>Payment provisions</i> The Early Settlement Amount will be paid in the Settlement Currency to the Certificate Account Holders on behalf of the Certificateholders.
C.18	<i>Description of how the return on derivative securities takes place</i>	Each Certificate entitles the Certificateholder to receive the Early Settlement Amount on the Early Settlement Date in one of the following cases : (i) if a Knock-Out Event occurs, or (ii) if the Issuer decides to terminate its obligations under the Certificates, or (iii) if the Certificateholder sends to the Paying Agent an Exercise Notice in the form appended hereto in respect of the Certificates held by it, it being understood that in the event of (ii) or (iii), if a Knock-Out event occurs, such Knock-Out Event shall prevail. $\text{MAX}\{\text{Ratio} \times [\text{LEV}_f - \text{VALUE}_f]; 0\}$ <i>Where</i> LEV_f means the Reference Level on the Early Valuation Date. VALUE_f means : <i>(a) if the Issuer decides to terminate its obligations under the Certificates or if the Certificateholder sends to the Paying Agent an Exercise Notice :</i> The closing price of the Index on the Early Valuation Date, subject to the provisions of the definition of Early Valuation Date. <i>(b) if a Knock-Out Event occurs :</i> The value of the Index determined by the Calculation Agent on the basis of the price obtained in unwinding the hedging transactions entered into in connection with the Certificates during the three hours period immediately following the occurrence of a Knock-Out Event. However, if there are less than three hours between the Knock-Out Event and the official closing time

Section C — Securities		
		of the Quotation Market and/or if a Market Disruption Event occurs, then the period shall continue on the next Trading Day in order to have a three hours period following the Knock-Out Event; provided further that if there is no Trading Day and/or the Market Disruption Event is continuing during a 5 (five) calendar days period following the Knock-Out Event, then the Calculation Agent, for the purpose of calculating VALUE _t , will determine, after consultation with an independent expert designated by Société Générale, the good faith estimate of the value of the Index that would prevail.
C.19	<i>Exercise price or final reference price of the underlying</i>	The final reference price of the underlying will be the closing price of the underlying on the Early Valuation Date.
C.20	<i>Description of the type of the underlying and where the information on the underlying can be found</i>	Type of Underlying : Index. Name of the Index: for each tranche as indicated in the chart in Annex. Name of the Index Sponsor: for each tranche as indicated in the chart in Annex. You can get yourselves information on the past and future performances of the Index and on its volatility on the Sponsor's website and on financial providers such as Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.

Section D — Risks		
D.2	<i>Key information on the key risks that are specific to the Issuer</i>	The Issuer and the Guarantor consider that the following factors may affect their capacity to fulfill their obligations regarding the Certificates within the framework of this Base Prospectus: The value of the Certificates may be affected by various risk factors, which may be related to the Issuer and/or the Guarantor; others may be closely related to the Certificate-Underlying. The Issuer is exposed to risks relating to its legal form, its organization and its economic activities. The Société Générale Group is exposed to the risks inherent in its core businesses : credit risks, market risks, specific financial information, structural interest rate and exchange rate risks, liquidity risk, operational risks, non-compliance and reputational risks, legal risks, environmental risks, other risks, regulatory ratios.
D.6	<i>Risk warning to the effect that investors may lose the value of their entire investment or part of it, as the case may be, and/or, if the investor's liability is not limited to the value of his investment, a statement of that fact, together with a description of the circumstances in which such additional liability arises and the likely financial effect</i>	As a supplement to the risks (including the risk of default) being able to affect the capacity of the Issuer to satisfy its obligations relative to Certificates issued within the framework of the Program, Certificates are high-risk financial products (risks associated with financial markets, exchange rate risks, interest rate risks, political risks, as stated below). Certain factors are important to assess the risks linked to Certificates issued within the framework of the Program. They include in particular the related risk factors : - to the type and to the structure of Certificates (in particular related risk to the maturity, to the early redemption or to the leverage effect) - to the value and/or the volatility of the underlying instrument(s) - to the hedge transactions concluded by the Issuer - to the legislation and the taxation applicable to Certificates Investors are hereby informed that, consequently, their Certificates may lose all their value and hence must be prepared for the partial or total loss of their investment. This therefore requires knowledge and experience in transactions on capital and securities markets where the

Section D — Risks		
		price is linked to an underlying, and a proper assessment of the risks inherent to the Certificates.

Section E — Offer		
E.2b	<i>Reasons for the offer and use of proceeds when different from making profit and/or hedging certain risks</i>	The net proceeds will be applied for the general financing purposes of the Société Générale group of companies, which include making a profit.
E.3	<i>Description of the terms and conditions of the offer</i>	Not Applicable. The Certificates are not subject to a Public Offer in the European Economic Area.
E.4	<i>Description of any interest that is material to the issue/offer including conflicting interests</i>	Save for any fees payable to the Subscriber, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.
E.7	<i>Estimated expenses charged to the investor by the Issuer or the offeror</i>	Not applicable. There are no expenses charged to the investor by the Issuer.

Annex

Underlying (Reuters Code)	Tranche	Issue Price	Maturity Date	ISIN Code
Dow Jones Industrial Average TR (<.DJITR>)	A	EUR 44.00	Open-end	FR0012115590

MODÈLE DE NOTICE D'EXERCICE	FORM OF EXERCISE NOTICE
------------------------------------	--------------------------------

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBH
(l'Emetteur)

SOCIETE GENERALE EFFEKTEN GMBH
(the Issuer)

Sauf disposition contraire, les mots et expressions définis dans les termes et conditions des Certificats (ci-après les "**Termes et Conditions**") relatifs à la présente émission de Certificats auront les mêmes significations lorsqu'ils sont utilisés dans cette Notice d'Exercice.

Unless otherwise stated, words and expressions defined in the terms and conditions of the Certificates (hereinafter the "**Terms and Conditions**") relating to the present issue of Certificates shall have the same meanings when used in this Exercise Notice.

Après avoir été complétée, cette Notice d'Exercice doit être envoyée par le Teneur de Compte à l'Agent Payeur. Le même jour et simultanément à cet envoi, les Certificats devront être crédités sur le compte de l'Agent Payeur indiqué ci-dessous et détenu auprès d'Euroclear France.

After completion, this Exercise Notice must be sent by the Certificate Account Holder to the Paying Agent. The Certificates must be credited to the Paying Agent's account with Euroclear France, as referred below, on the same day, at the same time as the notice is sent.

Toute Notice d'Exercice qui ne sera pas complétée conformément aux Termes et Conditions sera considérée comme nulle. En particulier :

Any Exercise Notice that is not completed in accordance with the Terms and Conditions shall be deemed void. In particular :

- le nombre de Certificats mentionné dans cette Notice d'Exercice devra être égal au nombre minimum de Certificats sur lequel peut porter ladite notice tel que prévu dans les Conditions Définitives, ou à un multiple entier de ce nombre minimum,
- le nombre de Certificats devra être crédité en totalité sur le compte de l'Agent Payeur,
- le transfert des Certificats doit avoir lieu franco de paiement en faveur du compte de l'Agent Payeur (**adhérent 176, nature de compte 51**) détenu auprès d'Euroclear France.

- the number of Certificates referred to in this Exercise Notice must be equal to the minimum number of Certificates for which this notice can be made, as provided for in the Final Terms, or a whole multiple of such minimum number,
- the number of Certificates must be credited to the Paying Agent's account in its entirety,
- the Certificate transfer must take place will all relevant fees paid to Paying Agent's account with Euroclear France (**member 176, account 51**).

AGENT PAYEUR : Accenture Post-Trade Processing pour le compte de Société Générale – OPER/SEC/ATP/PCA/PRI – Tour Kupka C – 14, rue Hoche – 92039 Paris la Défense Cedex – Téléphone + 33 (0)1 58 98 23 37 – Fax + 33 (0)1 42 13 32 23 – SWIFT : SOGEFRPPHCM

PAYING AGENT : Accenture Post-Trade Processing on behalf of Société Générale – OPER/SEC/ATP/PCA/PRI – Tour Kupka C – 14, rue Hoche – 92039 Paris la Défense Cedex – Téléphone + 33 (0)1 58 98 23 37 – Fax + 33 (0)1 42 13 32 23 – SWIFT : SOGEFRPPHCM

I – REFERENCES DES CERTIFICATS

I - REFERENCES OF THE CERTIFICATES

Sous-jacent des Certificats :

Underlying of the **Certificates** :

Date de Maturité des Certificats :

Maturity Date of the Certificates :

II – A COMPLETER EN MAJUSCULES

II – TO COMPLETE IN CAPITAL LETTERS

Nom du Teneur de Compte :

Name of the Certificate Account Holder :

Adresse du Teneur de Compte :

Address of the Certificate Account Holder :

N° Tél. du Teneur de Compte :

Tel N° of the Certificate Account Holder :

Interlocuteur à contacter :

Contact name :

Nous faisons par la présente une demande irrévocable de remboursement anticipé des Certificats mentionnés ci-dessous conformément aux dispositions des Termes

We hereby make an irrevocable application for early repayment on the Certificates referred to below in accordance with the provisions set forth in the Terms and

et Conditions :

- Nombre de Certificats sur lesquels porte la Notice d'Exercice

- Code mnémonique

- Code ISIN

- Compte espèces à créditer de tout montant dû au titre des Certificats (soumis à déduction de tous Taxes et Droits payables)

Nous confirmons avoir transféré les Certificats franco de paiement sur le compte de l'Agent Payeur, adhérent 176, nature de compte 51.

DECLARATION DE NON-RESSORTISSANT DES ETATS-UNIS :

Je, soussigné, certifie / Nous, soussignés, certifions [*] que la personne exerçant les Certificats visés par la présente Notice d'Exercice, ou toute personne pour le compte de laquelle les Certificats sont exercés, n'a pas la qualité de ressortissant des Etats-Unis (au sens défini ci-dessous) ou n'est pas une personne se trouvant aux Etats-Unis (au sens défini ci-dessous).

Aux fins de cette déclaration, l'expression "Etats-Unis" comprend les territoires, possessions et autres dépendances assujettis à la juridiction des Etats-Unis d'Amérique et l'expression "ressortissant des Etats-Unis" signifie toute personne qui est (i) une personne physique ressortissante ou résidente des Etats-Unis ; (ii) une société de capitaux ou de personnes ou autre entité régie par les lois des Etats-Unis ou d'une subdivision politique des Etats-Unis, ou ayant son principal établissement aux Etats-Unis ; (iii) tout patrimoine ou fiducie assujetti à l'impôt fédéral américain sur le revenu, quelle que soit la source de ses revenus ; (iv) toute fiducie dont l'administration est soumise à la supervision d'un tribunal des Etats-Unis, et dont les décisions importantes sont contrôlées par un ou plusieurs administrateurs ayant la qualité de ressortissants des Etats-Unis ; (v) un fonds de pension au bénéfice des salariés, dirigeants ou gérants d'une société de capitaux ou de personnes ou autre entité décrite à la rubrique (ii) ci-dessus ; (vi) toute entité organisée principalement en vue d'investir dans des participations minoritaires, et dont 10 pour cent de la propriété ou davantage sont détenus par des personnes décrites aux rubriques (i) à (v) ci-dessus, si cette entité a été constituée principalement dans un but d'investissement par ces personnes, dans un fonds commun de placement dont l'opérateur n'est pas soumis à certaines obligations de la Partie 4 des règlements de la CFTC en raison du fait que ses participants ne sont pas des ressortissants des Etats-Unis ; ou (vii) tout autre "ressortissant des Etats-Unis" ("*US person*", au sens défini dans le Règlement S (*Regulation S*) pris en application du *Securities Act* ou dans les règlements adoptés en vertu du *Commodity*

Conditions.

- Number of Certificates for which the Exercise Notice is made

- Mnemonic code

- ISIN code

- Cash account to which payments owed under the Certificates should be paid (subject to deduction of all payable Taxes and Duties)

We hereby confirm the transfer of Certificates with all relevant fees paid to the Paying Agent's account, member 176, account type 51.

CERTIFICATION OF NON-US BENEFICIAL OWNERSHIP :

The undersigned hereby certifie(s) [*] that neither the person exercising the Certificates referred to in this notice, nor any person on whose behalf the Certificates are being exercised, is a U.S. person (as such term is defined below) or a person within the United States (as such term is defined below).

For purposes of this certification, the term "United States" includes the territories, the possessions and all other areas subject to the jurisdiction of the United States of America, and the term "U.S. person" means any person who is (i) an individual who is a citizen or resident of the United States; (ii) a corporation, partnership or other entity organised in or under the laws of the United States or any political subdivision thereof or which has its principal place of business in the United States; (iii) any estate or trust which is subject to United States federal income taxation regardless of the source of its income; (iv) any trust if a court within the United States is able to exercise primary supervision over the administration of the trust and if one or more United States trustees have the authority to control all substantial decisions of the trust; (v) a pension plan for the employees, officers or principals of a corporation, partnership or other entity described in (ii) above; (vi) any entity organised principally for passive investment, ten per cent. or more of the beneficial interests in which are held by persons described in (i) to (v) above if such entity was formed principally for the purpose of investment by such persons in a commodity pool the operator of which is exempt from certain requirements of Part 4 of the CFTC's regulations by virtue of its participants being non-U.S. persons; or (vii) any other "U.S. person" as such term may be defined in Regulation S under the Securities Act or the regulations adopted under the Commodity Exchange Act.

I/We understand [*] that this notice is required in connection with certain securities and commodities legislation in the United States. If administrative or legal proceedings are commenced or threatened in connection with which this notice is or might be relevant, we irrevocably authorise you to produce this notice or a copy thereof to any interested party in such proceedings.

Exchange Act).

Je comprends / Nous comprenons [*] que ce formulaire est requis en application de la législation américaine sur les titres et les marchandises. Dans l'hypothèse où ce formulaire pourrait se révéler pertinent dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, je vous autorise / nous vous autorisons de manière irrévocable à produire ce formulaire ou une copie à toute partie impliquée dans cette procédure.

[*] *Delete as appropriate*

[*] *supprimer la mention inutile*

Date

Signature du Teneur de Compte

Date

Signature of the Certificate Account Holder